

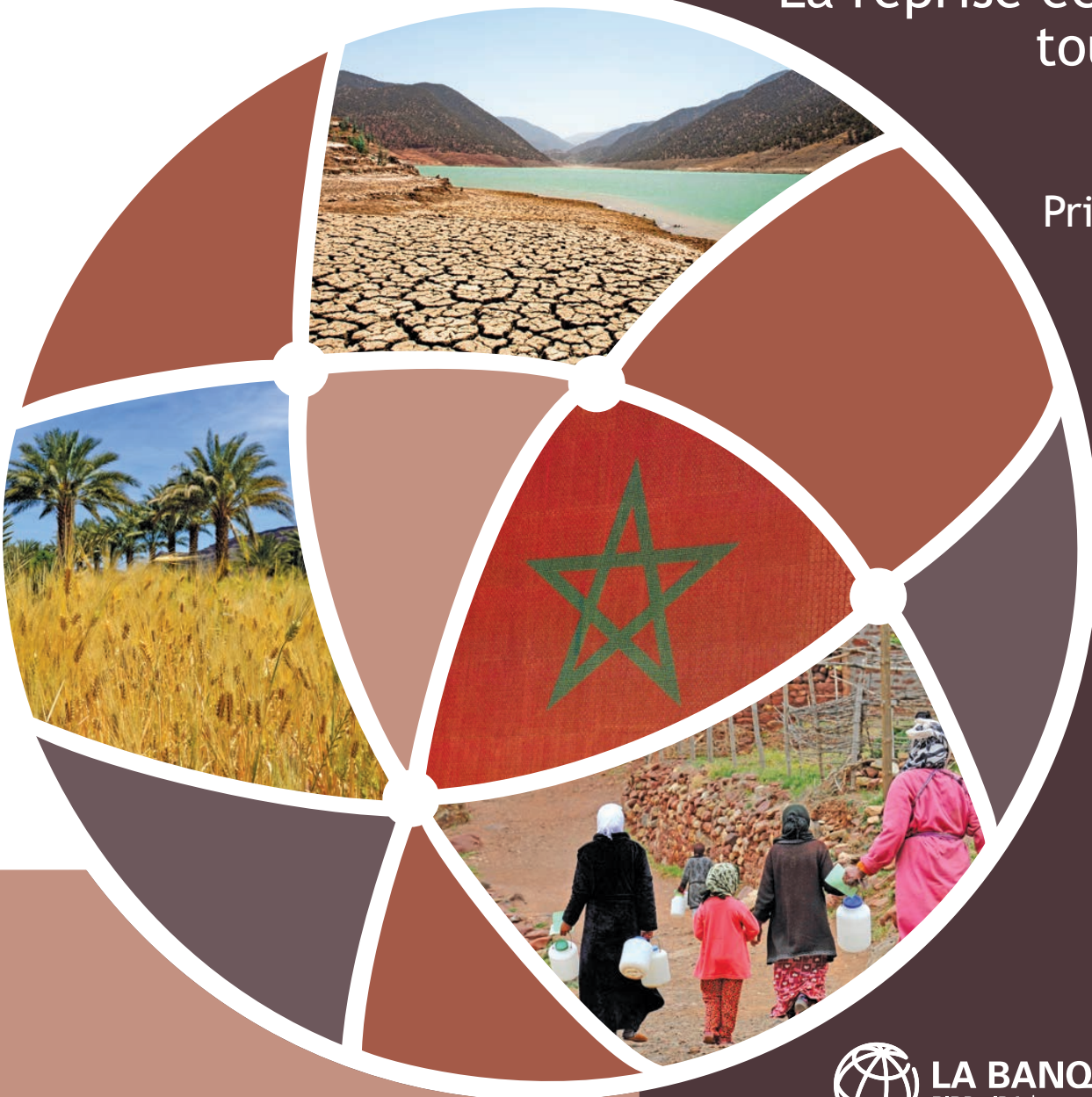
MAROC



RAPPORT DE SUIVI DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE

La reprise économique
tourne à sec

Printemps 2022



LA BANQUE MONDIALE

BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Rapport de suivi de la situation économique au Maroc

La reprise économique tourne à sec

Printemps 2022



Région Moyen-Orient et Afrique du Nord

© 2022 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale
1818 H Street NW
Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations

Le contenu du présent rapport fait l'objet de droits d'auteur. La Banque mondiale encourageant la diffusion de ses connaissances, ce rapport peut être reproduit, intégralement ou en partie, à des fins non commerciales, à condition que l'attribution de ce travail à la Banque mondiale soit pleinement respectée.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au Service des publications de la Banque mondiale : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; courriel : pubrights@worldbank.org.

Photos de couverture utilisées avec la permission de Simo Ejja/Shutterstock.com (haut), Natalija Sahraj/Shutterstock.com (centre gauche), Hoel/Banque mondiale (Drapeau marocain), et Delbo Andrea/Shutterstock.com (bas).

Conception de la mise en page : The Word Express, Inc

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|-----------|
| Liste des acronymes | v |
| Remerciements | vii |
| Résumé analytique | ix |
| Executive Summary | xi |
| ملخص تنفيذي | xiii |
| 1. Évolutions économiques récentes | 1 |
| Une solide reprise économique post-COVID est menacée par de nouveaux chocs exogènes négatifs | 1 |
| La politique budgétaire se focalise sur l'atténuation des impacts du double choc sécheresse-prix des matières premières par le biais des subventions et des mesures d'urgence ad hoc | 4 |
| Les chocs actuels érodent également les soldes des comptes courants, bien que le niveau des amortisseurs externes reste confortable | 5 |
| Les pressions inflationnistes s'accroissent au niveau des prix de l'alimentation et du transport | 6 |
| Le marché du travail a également enregistré une forte reprise en 2021, mais les chocs actuels ont des effets sociaux nettement négatifs | 7 |
| 2. Perspectives et risques | 9 |
| Perspectives | 9 |
| Risques associés aux perspectives macroéconomiques | 11 |
| 3. Chapitre spécial sur l'économie des sécheresses et de la rareté de l'eau au Maroc | 15 |
| Annexe technique : Projections locales et spécifications économétriques SVAR | 21 |
| Sélection de publications récentes de la Banque mondiale sur le Maroc | 23 |
| Résumé des chapitres spéciaux des derniers rapport de suivi de la situation économique | 25 |

Liste des figures

| | | |
|-----------|--|----|
| Figure 1 | Le rebond de l'économie marocaine en 2021 a été porté par la consommation intérieure... | 2 |
| Figure 2 | ...mais l'investissement et les exportations de services restent en dessous des niveaux d'avant la pandémie | 2 |
| Figure 3 | Le Maroc affiche un taux de croissance supérieur à la région MENA en 2021... | 3 |
| Figure 4 | ...mais le PIB demeure inférieur aux tendances pré- pandémie | 3 |
| Figure 5 | Des indicateurs à haute fréquence suggèrent que l'économie a ralenti brusquement... | 4 |
| Figure 6 | Le déficit budgétaire a diminué en pourcentage du PIB, mais la dette publique (Trésor) a nettement augmenté depuis le début de la pandémie | 5 |
| Figure 7 | Les finances publiques du Maroc sont solides que dans la moyenne des économies émergentes. | 5 |
| Figure 8 | Le déficit commercial se creuse suite à la hausse importante des importations (janvier-avril)... | 6 |
| Figure 9 | ...mais le niveau confortable des avoirs officiels atténue la pression sur la balance des paiements. | 6 |
| Figure 10 | Le Maroc subit d'importantes pressions sur les prix, notamment au niveau de l'alimentation et du transport... | 7 |
| Figure 11 | ...cependant, l'inflation reste maîtrisée par rapport à d'autres économies... | 7 |
| Figure 12 | Traçage des canaux de transmission de chocs multiples. | 10 |
| Figure 13 | Projections de croissance. | 11 |
| Figure 14 | Écart du PIB réel par rapport au niveau de 2019 | 11 |
| Figure 15 | Production céréalière et précipitations (variation en %) | 16 |
| Figure 17 | Valeur ajoutée agricole et PIB (variation en %) | 16 |
| Figure 16 | Valeur ajoutée agricole et précipitations (% de variation). | 16 |
| Figure 18 | Fonctions impulsion-réaction aux chocs de pluie pour le PIB (SVAR et LP). | 17 |
| Figure 19 | Décomposition historique de la variation annuelle du PIB (SVAR). | 17 |
| Figure 20 | Evolution de la capacité de stockage de l'eau | 19 |
| Figure 21 | Volume d'eau actuel stockée dans les barrages principaux. | 19 |

Liste des tableaux

| | | |
|-----------|---|----|
| Tableau 1 | Principaux indicateurs économiques 2019–2025, Maroc | 12 |
|-----------|---|----|

Liste des encadrés

| | | |
|-----------|--|---|
| Encadré 1 | Changement de l'année de base des comptes nationaux | 2 |
| Encadré 2 | l'exposition du Maroc aux impacts de la guerre en Ukraine | 3 |
| Encadré 3 | microsimulations sur l'impact distributif des pressions inflationnistes. | 8 |

LISTE DES ACRONYMES

| | | | |
|---------|---|------|--|
| BAM | Bank Al Maghrib | LP | Projections locales |
| CAPEX | Dépenses en capital | MEF | Ministère de l'Economie et des Finances |
| CCDR | Rapport sur le climat et le développement | MENA | Moyen-Orient Afrique du Nord |
| COVID | Maladie du coronavirus | MRE | Résident marocain à l'étranger |
| IPC | Indice des prix à la consommation | NMD | Nouveau modèle de développement |
| FAOSTAT | Organisation pour l'alimentation et l'agriculture | EEMD | Économies émergentes et en développement |
| IDE | Investissements directs étrangers | ONEE | Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable |
| FEVD | Décomposition de la variance des erreurs de prévision | OPEX | Dépenses d'exploitation |
| FBCF | La formation brute de capital fixe | PMV | Plan Maroc Vert |
| GNFS | Goods and non-factor services | PNE | Plan national de l'Eau |
| GoM | Gouvernement du Maroc | SVAR | Vecteur structurel autorégressif |
| HCP | Haut-Commissariat au Plan | BM | Banque mondiale |

REMERCIEMENTS

Le Rapport de suivi de la situation économique au Maroc est un rapport semestriel préparé par l'équipe de la Banque mondiale sur les dernières évolutions, politiques et perspectives économiques au Maroc. Les sujets traités vont des indicateurs macro-économiques à l'environnement des affaires jusqu'au développement du secteur privé. Le rapport s'adresse à un large public, notamment les décideurs, chefs d'entreprise, acteurs des marchés financiers, et à la communauté d'analystes et de professionnels travaillant sur le Maroc.

Le Rapport de suivi de la situation économique au Maroc est produit par le département Macroéconomie, Commerce et Investissement (MTI) de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) du Groupe de la Banque mondiale. Il a été préparé par Javier Diaz-Cassou (Economiste principal, Macroéconomie, Commerce et Investissement), Amina Iraqi (Economiste, Macroéconomie, Commerce et Investissement), Carole Megevand (Chef Secteur, Eau) et Federica Marzo (Economiste principal, Pauvreté).

Les auteurs souhaitent exprimer leur reconnaissance à Jesko Hentschel (Directeur pays pour le Maghreb), Eric Le Borgne (Chef de la division Macroéconomie, Commerce et Investissement pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient) et Abdoulaye Sy (Economiste-pays en Chef) pour leurs précieux commentaires lors de la révision de ce rapport, ainsi qu'à l'équipe du Ministère des Finances pour leur relecture avant la parution du rapport.

Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans ce rapport sont celles du personnel de la Banque mondiale et ne reflètent pas nécessairement l'opinion des directeurs exécutifs de la Banque mondiale ou des gouvernements qu'ils représentent. Pour de plus amples informations sur la Banque Mondiale et ses activités au Maroc, consulter www.banquemonde.org/fr/country/morocco (français), www.worldbank.org/en/country/morocco (anglais), ou www.worldbank.org/ar/country/morocco (arabe). Pour toute question ou commentaire sur le contenu de cette publication, veuillez contacter Javier Diaz Cassou (jdiazcassou@worldbank.org).

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

L'économie marocaine a connu une forte reprise en 2021. Avec un taux de croissance du PIB réel de 7,9 pour cent, le Maroc a surpassé ses pairs régionaux et récupéré les pertes de production subies au cours de la première année de la pandémie. Ce rebond a été soutenu par une saison agricole exceptionnelle, des exportations manufacturières et agro-alimentaires solides, et la reprise de la demande intérieure, tirée, en partie, par une campagne de vaccination réussie, des politiques macroéconomiques favorables et des niveaux sans précédent des transferts des Marocains Résidents à l'Étranger (MRE).

Cependant, le Maroc subit une nouvelle fois l'impact d'une série de chocs négatifs. Le début de la campagne agricole a été exceptionnellement sec, et une mauvaise récolte céréalière est à prévoir pour 2022. Cette situation coïncide avec un ralentissement de l'économie mondiale et une hausse des prix internationaux des produits de base, tendances défavorables qui se sont fortement intensifiées après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Il est important de noter que ces chocs se sont avérés s'être renforcés mutuellement étant donné qu'avec la sécheresse le Maroc devrait importer des volumes plus importants de céréales à des prix sensiblement plus élevés, et ce, en raison de la guerre. Dans ce contexte très défavorable, l'économie pourrait décélérer fortement en 2022, et nous prévoyons désormais un taux de croissance de 1,3 pour cent en 2022.

Les chocs en cours affectent les équilibres budgétaires et extérieurs. Les subventions du secteur public et les diverses mesures d'urgence ad hoc adoptées atténuent l'impact des chocs. En conséquence, le déficit budgétaire est en hausse, même si le Maroc affiche encore de meilleurs indicateurs budgétaires que la plupart des économies émergentes et en développement. Étant donné que le Maroc dépend des importations de pétrole et de céréales (en particulier en cas de sécheresse), les importations nettes continuent de s'accroître fortement. Dans ce contexte, nous prévoyons que les déficits budgétaire et du compte courant atteignent respectivement 6,4 et 5,2 pour cent du PIB en 2022. Les risques liés à ces déficits jumeaux sont atténués par un stock confortable de réserves de change, la solide structure de la dette publique marocaine et le maintien d'un bon accès aux marchés financiers internationaux.

Le Maroc commence à faire face à des pressions inflationnistes intenses, mais de façon un peu plus modérée que dans d'autres pays. Malgré l'effet amortisseur des subventions des prix, l'inflation annuelle a atteint 5,9 pour cent en avril 2022. Avec la combinaison de la sécheresse et du ralentissement économique, ces pressions sur les prix ont des répercussions sociales importantes sur les personnes pauvres et vulnérables. Jusqu'à présent, la banque centrale considère ce choc des prix temporaire et n'a pas révisé l'orientation de sa politique monétaire accommodante. Si les

pressions sur les prix ne s'atténuent pas, la banque centrale pourrait être contrainte de relever les taux d'intérêt. Bien que cela soit nécessaire pour éviter un désancrage des anticipations d'inflation, une telle mesure serait procyclique et alimenterait davantage les vents contraires stagflationnistes auxquels l'économie commence à faire face.

Les récentes sécheresses ont rappelé avec force l'exposition de l'économie marocaine aux chocs pluviométriques. Les grandes oscillations des niveaux de précipitations ont contribué à amplifier la récession de 2020 et la reprise de 2021 et ralentiront de nouveau la croissance en 2022. Ce rapport comprend un chapitre spécial sur les impacts macroéconomiques des sécheresses et de la rareté de l'eau au Maroc, utilisant une partie de l'analyse qui est incluse dans un diagnostic de la Banque mondiale qui sera bientôt publié : le Rapport sur le climat et le développement des pays (CCDR). Il souligne l'importance des chocs pluviométriques comme

source de volatilité macroéconomique au Maroc. Au cours des dernières décennies, cependant, les sécheresses ont eu tendance à être suivies par de forts rebonds, et la récurrence de ces chocs n'a pas empêché une solide croissance à long terme du PIB agricole. À l'avenir, le changement climatique pourrait faire de la pénurie d'eau une condition plus permanente, ce qui aurait de graves répercussions à long terme sur l'économie.

Le développement des infrastructures est une condition nécessaire mais non suffisante pour faire face à la pénurie d'eau. Historiquement, le Maroc s'est appuyé sur des investissements massifs dans le stockage de l'eau et l'irrigation pour faire face à des modèles de précipitations très variables. Ces investissements sont plus que jamais nécessaires, mais l'expérience internationale suggère que pour faire face à la pénurie d'eau, les « solutions d'ingénierie » doivent être associées à des politiques efficaces de gestion de la demande en eau.



EXECUTIVE SUMMARY

The Moroccan economy staged a strong recovery in 2021. With a real GDP growth rate of 7.9 percent, Morocco outperformed regional peers and recovered the output losses undergone during the first year of the pandemic. This rebound was sustained by an extraordinary agricultural season, solid manufacturing and agro-industrial export, and the recovery of domestic demand, partly fueled by a successful vaccination campaign, supporting macroeconomic policies and unprecedented levels of workers' remittances.

However, Morocco is once again suffering the impact of a string of adverse shocks. The beginning of the agricultural season has been unusually dry, and a poor cereal crop is to be expected for 2022. This coincides with a slowing of the global economy and rising international commodity prices, adverse trends that severely intensified following the Russian invasion of Ukraine. Importantly, these shocks have turned out to be mutually reinforcing given that the drought is forcing Morocco to import larger volumes of cereals at substantially higher prices due to the war. In this more adverse context, the economy could decelerate sharply in 2022, and we now project a growth rate of 1.3 percent in 2022.

Ongoing shocks are affecting fiscal and external balances. The public sector is cushioning the impact of the shocks through pre-existing price

subsidies and various *ad hoc* emergency measures. As a result, the budget deficit is on the rise, although Morocco still presents better fiscal indicators than most emerging markets and developing economies. Given that Morocco relies on imported fuels and cereals (particularly in dry years), net imports are also increasing markedly. In this context, we project the budget and the current account deficits to reach 6.4 and 5.2 percent of GDP in 2022, respectively. The risks posed by such twin deficits are mitigated by a comfortable stock of foreign exchange reserves, the solid structure of Morocco's public debt, and maintained good access to international financial markets.

Albeit somewhat more moderately than in other countries, Morocco is beginning to face intense inflationary pressures. Despite the cushioning impact of price subsidies, annual inflation reached 5.9 percent in April 2022. In combination with the drought and the economic slowdown, these price pressures are having significant social impacts on the poor and vulnerable. So far, the central bank is treating this price shock as temporary and has not revised the orientation of its accommodative monetary stance. If price pressures do not recede, the central bank may eventually be forced to raise interest rates. Although necessary to avoid a de-anchoring of inflation expectations, such a move would be procyclical, and further feed the stagflationary headwinds that the economy is beginning to face.

Recent droughts serve as a stark reminder of the exposure of the Moroccan economy to rainfall shocks. Large oscillations in rainfall levels contributed to amplify the 2020 recession and the 2021 recover and will once again slow growth in 2022. This report includes a special focus chapter on the macroeconomic impacts of droughts and water scarcity in Morocco, using part of the analysis that is included in a soon to be published World Bank diagnosis: the Country Climate and Development Report (CCDR). It emphasizes the importance that rainfall shocks have as a source of macroeconomic volatility in Morocco. In recent decades, however, droughts tended to be followed by strong rebounds,

and the recurrence of such shocks did not impede a solid long-term agricultural GDP growth. Going forward, climate change may turn water scarcity into a more permanent condition, which would have severe long-term impacts on the economy.

Infrastructure development is a necessary but not sufficient condition to cope with water scarcity. Historically, Morocco has relied on massive water storage and irrigation investments to cope with highly variable rainfall patterns. Such investments are more necessary than ever, but international experience suggests that to cope with water scarcity, “engineering solutions” need to be coupled by effective water demand management policies.

ملخص تنفيذي

بدأ المغرب في مواجهة ضغوط تضخمية شديدة ، ولكن بشكل أكثر اعتدالاً إلى حد ما من البلدان الأخرى. على الرغم من التأثير المخفف لدعم الأسعار ، بلغ التضخم السنوي 5.9 في المائة في أبريل 2022 مع مزيج من الجفاف والانكماش الاقتصادي ، فإن هذه الضغوط على الأسعار لها تأثير اجتماعي كبير على الفقراء والضعفاء. حتى الآن ، يعتبر البنك المركزي هذه الصدمة السعرية مؤقتة ولم يراجع موقف سياسته النقدية التيسيرية. إذا لم تخف ضغوط الأسعار ، فقد يضطر البنك المركزي إلى رفع أسعار الفائدة. على الرغم من أنه ضروري لتجنب عدم تسجيل توقعات التضخم ، إلا أن مثل هذا الإجراء سيكون مساهمة للدورة الاقتصادية وسيؤدي إلى زيادة رياح التضخم المصحوبة بالركود التضخمي التي بدأ الاقتصاد في مواجهتها.

كانت موجات الجفاف الأخيرة تذكراً قوية بتعرض الاقتصاد المغربي لصدمة هطول الأمطار. ساعدت التقلبات الكبيرة في مستويات هطول الأمطار على تضخيم الركود في عام 2020 وانتعاش عام 2021 وستؤدي إلى إبطاء النمو مرة أخرى في عام 2022. يتضمن هذا التقرير فصلاً خاصاً عن الآثار الاقتصادية الكلية للجفاف ونذرة المياه في المغرب ، باستخدام بعض التحليلات التي تم تضمينها في تشخيص البنك الدولي الذي سيصدر قريباً: تقرير المناخ وتنمية الدولة (CCDR). ويسلط الضوء على أهمية صدمات هطول الأمطار كمصدر لتقلب الاقتصاد الكلي في المغرب. ومع ذلك ، في العقود الأخيرة ، كان الجفاف يتبعه انتعاش قوي ، ولم يمنع تكرار هذه الصدمات نمواً قوياً طويل الأجل في الناتج المحلي الإجمالي الزراعي. في المستقبل ، يمكن أن يجعل تغير المناخ ندرة المياه حالة أكثر ديمومة ، مع تداعيات خطيرة طويلة الأجل على الاقتصاد.

تطوير البنية التحتية شرط ضروري ولكنه غير كافٍ للتعامل مع ندرة المياه. تاريخياً ، اعتمد المغرب على استثمارات ضخمة في تخزين المياه والري للتعامل مع أمطار هطول الأمطار شديدة التباين. هناك حاجة إلى هذه الاستثمارات أكثر من أي وقت مضى ، ولكن الخبرة الدولية تشير إلى أنه معالجة ندرة المياه ، يجب دمج «الحلول الهندسية» مع سياسات إدارة الطلب على المياه الفعالة.

شهد الاقتصاد المغربي انتعاشاً قوياً في عام 2021. مع معدل نمو الناتج المحلي الإجمالي الحقيقي بنسبة 7.9 في المائة ، تفوق المغرب على نظرائه الإقليميين واستعاد خسائر الإنتاج التي تكبدها في السنة الأولى من الوباء. كان هذا الانتعاش مدعوماً بموسم زراعي استثنائي، وصادرات قوية للصناعات الغذائية والصناعية ، وانتعاش الطلب المحلي ، مدفوعاً جزئياً بحملة تلقيح ناجحة، سياسات اقتصادية كلية مواتية ومستويات غير مسبقة من التحويلات من المغاربة المقيمين بالخارج. ومع ذلك ، يعاني المغرب مرة أخرى من تأثير سلسلة من الصدمات السلبية. كانت بداية الحملة الزراعية جافة بشكل استثنائي ، ومن المتوقع حدوث محصول ضعيف للحبوب لعام 2022. يتزامن هذا مع تباطؤ الاقتصاد العالمي وارتفاع أسعار السلع الأساسية الدولية ، وهي اتجاهات معاكسة اشتدت بشكل حاد بعد غزوروسيا لأوكرانيا. من المهم أن نلاحظ أن هذه الصدمات تبين أنها تعزز بعضها البعض نظراً لأنه مع الجفاف ، سيتعين على المغرب استيراد كميات أكبر من الحبوب بأسعار أعلى بكثير بسبب الحرب. في هذا السياق غير المواتي للغاية ، يمكن أن يتباطأ الاقتصاد بشكل حاد في عام 2022 ، ونتوقع معدل نمو بنسبة 1.3 في المائة في عام 2022.

تؤثر الصدمات الحالية على الموازين المالية والخارجية. تخفف إعانات القطاع العام ومختلف تدابير الطوارئ المعتمدة من تأثير الصدمات. ونتيجة لذلك ، فإن العجز المالي آخذ في الارتفاع ، على الرغم من أن المغرب لا يزال يتمتع بمؤشرات مالية أفضل من معظم الاقتصادات الناشئة والنامية. نظراً لأن المغرب يعتمد على واردات النفط والحبوب (خاصة في حالة الجفاف) ، يستمر صافي الواردات في الزيادة بشكل حاد. في هذا السياق ، نتوقع أن يصل العجز المالي والحساب الجاري إلى 6.4 و 5.2 على التوالي في المائة من الناتج المحلي الإجمالي في عام 2022. ويتم التخفيف من المخاطر المرتبطة بهذين العجزين المزدوجين من خلال مخزون مريح من احتياطي النقد الأجنبي ، والهيكل القوي للدين العام المغربي و الحفاظ على الحفاظ على الوصول الجيد إلى الأسواق المالية الدولية.



ÉVOLUTIONS ÉCONOMIQUES RÉCENTES

Le Maroc a enregistré un solide rebond post-COVID en 2021, récupérant la perte de production subie en 2020. Cependant, l'économie a commencé à faire face à des vents contraires vers la fin de l'année, et des indicateurs à haute fréquence suggèrent qu'un ralentissement significatif est en cours en 2022. Cela est principalement dû à une combinaison de chocs qui se renforcent mutuellement : une autre grave sécheresse et une flambée des prix internationaux des matières premières intensifiée par l'invasion Russe en Ukraine. Ces chocs érodent les soldes budgétaire et extérieur, tout en déclenchant des pressions inflationnistes longtemps inconnues au Maroc. Bien que les subventions et les mesures d'urgence ad hoc atténuent les effets, la sécheresse, le ralentissement économique et les pressions continues sur les prix pourraient accroître la pauvreté et la vulnérabilité.

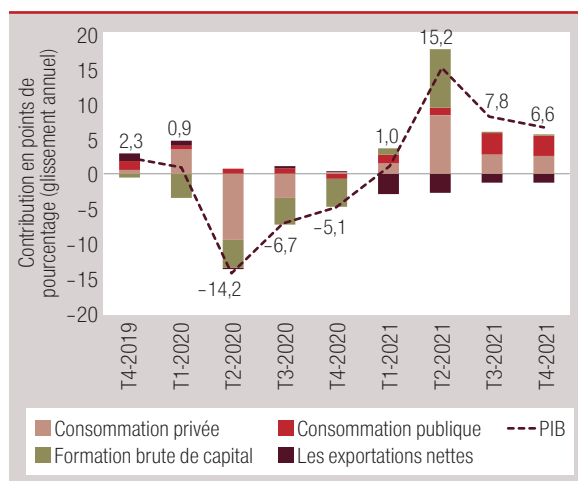
Une solide reprise économique post-COVID est menacée par de nouveaux chocs exogènes négatifs

La reprise économique post-COVID amorcée fin 2020 s'est accélérée en 2021. Après la contraction

de 7,1 % subie au cours de la première année de la pandémie, les données des comptes nationaux récemment compilés avec 2014 comme nouvelle année base (Encadré 1) révèlent que le PIB réel a enregistré une expansion de 7,9 % en 2021. Cette reprise a été soutenue par la bonne performance du secteur agricole (+17,8 %) grâce à une récolte céréalière exceptionnelle (103 millions de quintaux) après deux années de sécheresse. La croissance a également été tirée par la demande intérieure, la consommation privée ayant augmenté de 8,2 % en glissement annuel, soutenue par le dynamisme continu des transferts des MRE (figure 1). La reprise de l'investissement a été solide (+15,3 % en glissement annuel, avec une poussée au T2-2021 de +24,5 % en glissement trimestriel), même si la formation brute de capital n'a pas encore retrouvé ses niveaux d'avant la pandémie (figure 2).

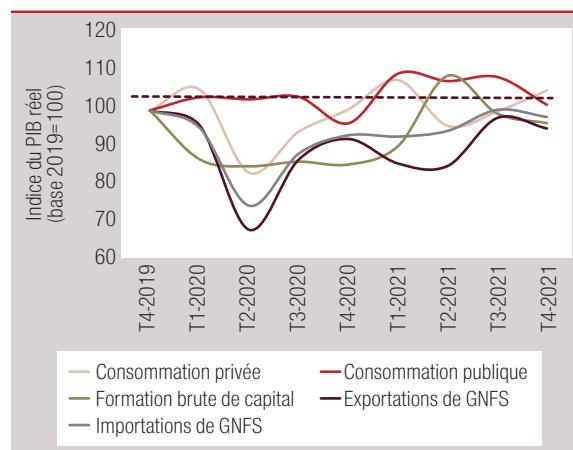
Les oscillations de croissance post-COVID ont été plus prononcées au Maroc que dans le reste de la région. La contraction initiale qui a eu lieu lors de la première année de la pandémie et le rebond qui a suivi ont été plus importants que ceux observés en moyenne dans la région MENA, tant pour les pays importateurs de pétrole que pour les pays exportateurs de pétrole (figure 3). Cela est dû à une combinaison de facteurs structurels et exogènes et facteurs liés

FIGURE 1 • Le rebond de l'économie marocaine en 2021 a été porté par la consommation intérieure...



Source : HCP et calcul Banque Mondiale.

FIGURE 2 • ...mais l'investissement et les exportations de services restent en dessous des niveaux d'avant la pandémie



Source : HCP et calcul Banque Mondiale.

ENCADRÉ 1: CHANGEMENT DE L'ANNÉE DE BASE DES COMPTES NATIONAUX

Le Haut-Commissariat au Plan (HCP) a récemment redéfini l'année de base des comptes nationaux de 2007 à 2014, un changement qui a incorporé de nouvelles sources de données et méthodologies pour fournir une image plus précise de la taille et de la composition de l'économie marocaine. Ce changement de base a entraîné des changements substantiels dans les principaux agrégats macroéconomiques. Plus particulièrement, les niveaux du PIB 2014 ont été révisés à la hausse de 8,2%, une hausse particulièrement prononcée pour le secteur des services : +14,8%, contre +5,5% pour le secteur industriel et -3,9% pour l'agriculture. Du côté de la demande, la consommation privée a été révisée à la hausse de 11,2%, tandis que la formation brute de capital a été abaissée de 2,1%, avec des révisions mineures pour les exportations nettes.

Les comptes nationaux redéfinis entraînent des modifications importantes des indicateurs clés qui sont généralement présentés en pourcentage du PIB, tels que les ratios de la dette, du budget ou du compte courant. Ces changements sont intégrés dans ce rapport, expliquant certaines divergences avec les éditions précédentes. Cependant, les données trimestrielles des comptes nationaux compilés en année de base 2014 ne sont pas encore publiées, et pour saisir la dynamique macroéconomique infra-annuelle, nous avons eu recours aux séries trimestrielles précédentes (année de base 2007).

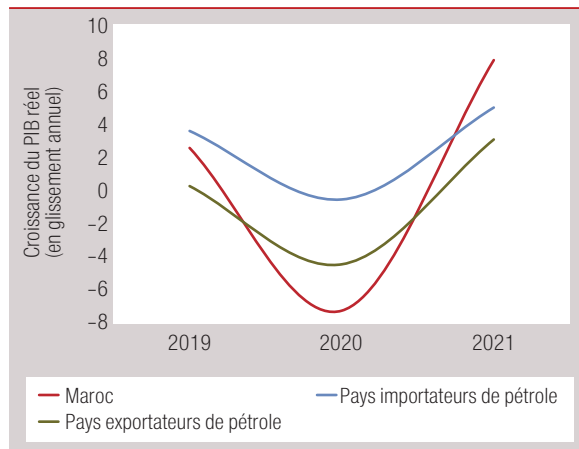
aux politiques. Premièrement, le Maroc a un secteur touristique important et est plus étroitement intégré aux marchés européens que la plupart de ses pairs

régionaux, ce qui implique que l'activité économique a été affectée par des fluctuations extrêmes des conditions macroéconomiques de l'Union Européenne. Deuxièmement, le choc COVID-19 a été amplifié par une série de chocs climatiques, auxquels l'économie marocaine est particulièrement exposée (voir le chapitre Focus spécial). Troisièmement, les politiques macroéconomiques de soutien adoptées à la suite de la pandémie et une campagne de vaccination réussie auraient pu entraîner une normalisation plus rapide de l'activité économique au Maroc.

Cependant, le PIB demeure inférieur aux tendances pré-pandémiques. Le rebond de 2021 a été suffisant pour que le Maroc récupère la perte de production subie en 2020, et le PIB réel dépasse déjà les niveaux de 2019 de 0,2 %. Toutefois, le PIB réel demeure inférieur de 6,8 % à la projection de la Banque Mondiale en Octobre 2019, ce qui suggère que le rebond n'a pas encore ramené le Maroc aux niveaux d'avant la pandémie (figure 4). De plus, certains secteurs clés de l'économie sont encore loin d'avoir complètement récupéré, notamment le tourisme, qui a encore dû faire face à un faible nombre d'arrivées touristiques en 2021 (71 % en dessous du niveau de 2019).

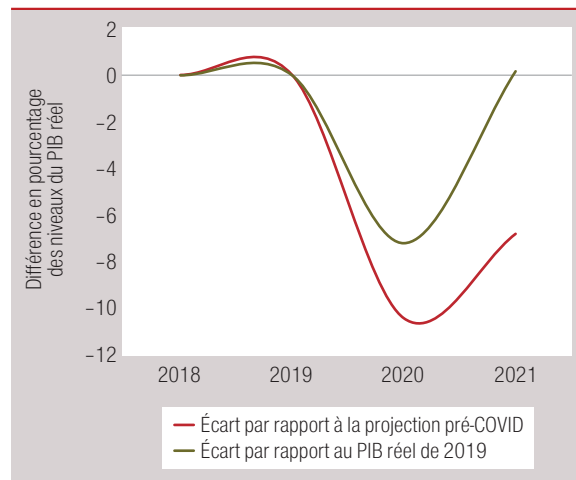
Le Maroc a subi une nouvelle fois l'impact d'une série de chocs négatifs. Vers la fin de 2021, l'économie a commencé à faire face à des vents

FIGURE 3 • Le Maroc affiche un taux de croissance supérieur à la région MENA en 2021...



Source : Perspectives économiques mondiales juin 2022, calcul Banque Mondiale.

FIGURE 4 • ...mais le PIB demeure inférieur aux tendances pré- pandémie



Source : Calcul Banque Mondiale.

contraires alors que le pays traversait l'un des débuts de campagne agricole les plus secs depuis des décennies, menaçant les cultures pluviales. Cela a coïncidé avec un ralentissement de l'économie mondiale et une hausse des prix internationaux des matières premières, des tendances défavorables qui se sont fortement intensifiées à la suite de l'invasion Russe en Ukraine (Encadré 2). Il est important

de noter que ces deux chocs se sont avérés se renforcer mutuellement étant donné qu'en période de sécheresse le Maroc devrait importer davantage de céréales à des prix nettement plus élevés en raison de la guerre. Comme on le verra plus loin, cela devrait peser sur la balance des paiements, mais aussi sur la croissance, la consommation privée et les finances publiques.

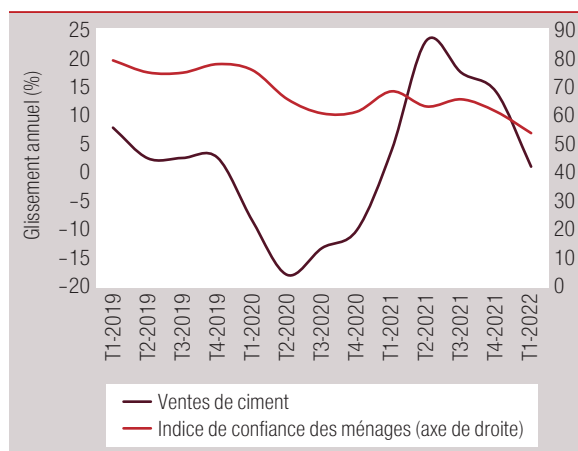
ENCADRÉ 2: L'EXPOSITION DU MAROC AUX IMPACTS DE LA GUERRE EN UKRAINE

L'économie marocaine a des liens directs limités avec les économies Russe et Ukrainienne. Les deux pays n'absorbent que 1 % des exportations du Maroc, tandis que le tourisme, les transferts des MRE et les entrées d'IDE restent faibles. L'exposition est plus élevée du côté des importations, car l'Ukraine et la Russie fournissent respectivement environ 14 et 6 % des importations totales de céréales. Cependant, ces parts restent nettement inférieures à ceux d'autres pays pairs régionaux tels que la Tunisie et l'Égypte. Environ 10 % des importations marocaines d'énergie proviennent de Russie, bien en deçà des importations d'Espagne (27,6 %), des États-Unis (16,5 %) ou d'Arabie saoudite (16,3 %).

D'autre part, le Maroc est fortement exposé aux impacts indirects de la guerre qui se répercutent sur les cours internationaux des matières premières. Entre 2010 et 2020, les importations d'énergie ont représenté en moyenne 19,8 % des importations totales et 8,3 % du PIB. Ces moyennes masquent d'importantes fluctuations d'une année à une autre causées par l'évolution des conditions du marché mondial. Par exemple, entre 2011 et 2013 (avec des prix de pétrole supérieurs à 100 dollars le baril), les importations d'énergie ont représenté plus de 26 % des importations totales et près de 12 % du PIB. Les importations céréalières ont un poids beaucoup plus faible que l'énergie dans la balance des paiements, représentant en moyenne 4 % des importations totales et 1,6 % du PIB entre 2010 et 2020.

Les coûts des emprunts souverains du Maroc pourraient également être affectés par la guerre, aggravés par les effets que les changements anticipés dans l'orientation de la politique monétaire des économies avancées ont sur les marchés financiers internationaux. Entre le 1er janvier et le 14 juin, l'EMBI du Maroc a augmenté de 20 points de base, tandis que le spread des CDS à 5 ans a augmenté de 138 points de base et le spread des CDS à 10 ans de 122 points de base. Bien qu'importantes, ces augmentations sont nettement plus modérées que dans d'autres régions comparables. L'EMBI a augmenté en Tunisie et en Égypte de 1126, 45 points de base respectivement. Le spread des CDS 5 ans et 10 ans a augmenté de 316 et 200 points de base en Tunisie, et de 401 et 239 points de base en Égypte, ce qui suggère que les marchés conservent plus d'appétit pour la dette marocaine.

FIGURE 5 • Des indicateurs à haute fréquence suggèrent que l'économie a ralenti brusquement...



Source : HCP et calcul Banque Mondiale.

Bien que les données des comptes nationaux ne soient pas encore publiées pour 2022, des indicateurs à haute fréquence suggèrent que l'économie connaît un ralentissement important.

Parmi les indicateurs qui pointent le plus clairement vers un ralentissement figurent le repli l'indice de confiance des ménages à 53,7 points au premier trimestre, son plus bas niveau depuis 2008, et l'évolution des ventes de ciment, qui a diminué de 22,8 % au cours des quatre premiers mois de 2022 (figure 5). Le taux d'utilisation des capacités de production industrielle (TUC) est également en baisse, chutant de 1,4 % entre décembre et mars.

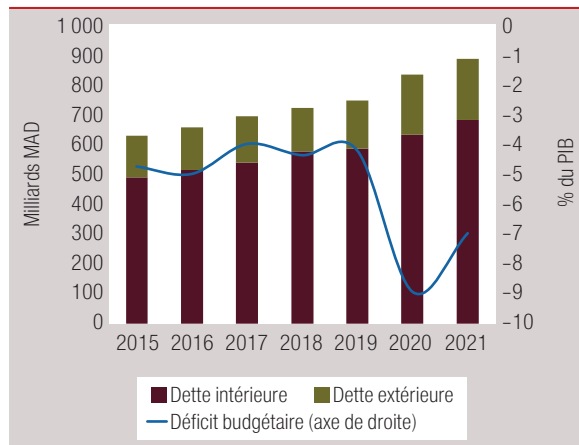
La politique budgétaire se focalise sur l'atténuation des impacts du double choc sécheresse-prix des matières premières par le biais des subventions et des mesures d'urgence ad hoc.

Le déficit budgétaire a commencé à se réduire en 2021 grâce à un fort rebond des recettes, malgré l'augmentation soutenue des dépenses. Au même rythme que l'activité économique, les recettes totales publiques ont rebondi en 2021 de +11,6% en glissement annuel (2,3 % de plus que leur niveau de 2019). Les recettes fiscales se sont nettement

redressées (de 7,8 % en glissement annuel, mais toujours 0,8 % en dessous de 2019) malgré l'effet différé de la récession de 2020 sur l'impôt sur les sociétés (-8,8 % en glissement annuel). L'impôt sur le revenu s'est remis de l'effet des mesures d'allègement fiscal en 2020 (+10 % en glissement annuel), tandis que la reprise progressive de la demande intérieure a entraîné un rebond de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) intérieure (+3,8 %) et de la taxe intérieure de consommation (+13%), ainsi qu'une croissance solide des droits d'importation (+25,3%) et de la TVA sur les importations (+24,6%). Cependant, le gouvernement a maintenu une forte relance des dépenses pour soutenir la reprise (+ 8,8 % d'augmentation des dépenses courantes), ce qui implique que la baisse du déficit budgétaire global a été relativement modeste : de 82,3 à 70,9 milliards de MAD (respectivement 7,1 et 5,6% du PIB). Un tel déficit est élevé par rapport aux normes historiques, mais reste inférieur à celui des économies émergentes en moyenne (figure 6). Comme la plupart des pays du monde, le Maroc sort de la pandémie avec un fardeau de la dette publique beaucoup plus élevé (environ 68,9 % du PIB, contre 60,3 % du PIB en 2019), limitant la marge de manœuvre du gouvernement pour répondre de manière contracyclique aux chocs actuels (figure 7). Une force marocaine, cependant, est la structure solide de la dette publique, avec 77 % d'obligations libellées en dirhams et émises sur le marché intérieur.

La hausse des prix internationaux des matières premières intensifie les pressions sur les dépenses et les risques en 2022. Par le biais de la caisse de compensation, le Maroc subventionne les prix du gaz butane, du blé et du sucre. À mesure que le prix du marché de ces produits augmente en raison des chocs en cours, les subventions versées par le biais du fonds de compensation augmentent mécaniquement. Dans le contexte actuel, cela fonctionne comme un stabilisateur automatique, soutenant le pouvoir d'achat des ménages, au prix d'une aggravation du déficit budgétaire. En effet, entre janvier et avril, le total des subventions aux prix a été supérieur de 103,5 % à celui de la même période il y a un an, et s'élève déjà à 73 % du montant initialement prévu pour l'année entière (environ 1,2 % du PIB). En fait, le gouvernement a récemment doublé

FIGURE 6 • Le déficit budgétaire a diminué en pourcentage du PIB, mais la dette publique (Trésor) a nettement augmenté depuis le début de la pandémie...

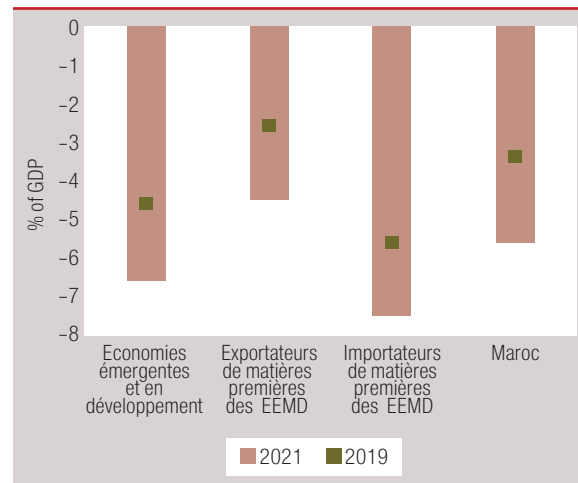


Source : MEF et Calcul Banque Mondiale.

cette allocation budgétaire, à environ 2,4 % du PIB. En outre, étant donné que les tarifs de l'électricité restent administrés (ce qui atténue également les pressions sur les ménages), l'entreprise publique ONEE absorbe l'impact de l'augmentation des importations d'énergie utilisée pour la production d'électricité. De ce fait, elle subira d'importantes pertes en 2022 estimées à 24,1 milliards de MAD, contre les bénéfices qu'elle a générés au cours des deux dernières années (0,4 milliard de MAD en 2021 et 2,2 milliards de MAD en 2020).

Certaines des mesures d'urgence ad hoc adoptées par les autorités pour atténuer les impacts des chocs récents sur des secteurs spécifiques génèrent également des dépenses publiques supplémentaires. Au cours des derniers mois, diverses mesures d'urgence de ce type ont été annoncées : (i) 1 milliard de dirhams ont été alloués pour aider les entreprises de transport à faire face à la hausse des prix du carburant ; (ii) le secteur du tourisme a reçu 2 milliards de MAD du budget pour faire face aux conséquences de la fermeture des frontières qui a été décrétée suite à la variante OMNICROM de la COVID-19 fin 2021 ; (iii) le secteur agricole s'est vu allouer 10 milliards de dirhams pour faire face à la sécheresse, même si seulement une fraction de ce soutien se traduira par des dépenses

FIGURE 7 • ... Les finances publiques du Maroc demeurent solides que la moyenne des économies émergentes.



Source : Ha, Kose, and Ohnsorge (2021); International Monetary Fund; Kose et al. (2021); World Bank. World Bank.

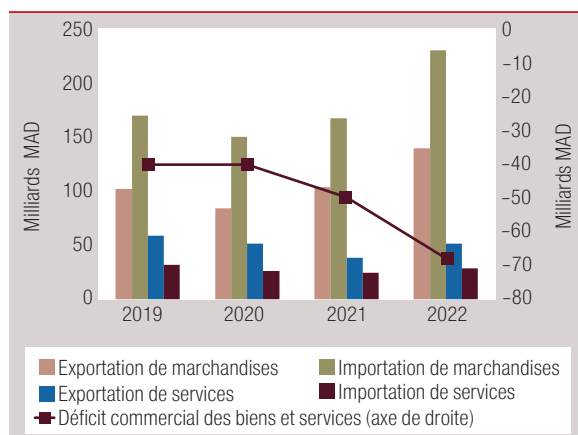
publiques réelles.¹ Globalement, ces dépenses supplémentaires représentent environ 0,7 % du PIB.

Les chocs actuels érodent également les soldes des comptes courants, bien que le niveau des amortisseurs externes reste confortable

Avec le rebond des importations, la reprise temporaire du compte courant qui a eu lieu au cours de la première année de la pandémie a commencé à s'inverser en 2021. Les exportations de marchandises ont affiché une croissance robuste de 24,3 %, tandis que celle des services a été plus

¹ Plan d'urgence de lutte contre la sécheresse est conçu autour de trois axes : (i) la protection du capital animal et végétal et la gestion de la rareté de l'eau, (ii) l'assurance agricole et l'allègement des charges financières des agriculteurs et des professionnels, (iii) le financement des opérations d'approvisionnement des marchés en blé et du fourrage, ainsi que le financement d'investissements innovants dans l'irrigation. Une grande partie sera financée par le gouvernement autour de 6 milliards de MAD (0,5% du PIB) et le reste par d'autres institutions autour de 4,12 milliards de MAD (0,3% du PIB), en particulier (3 milliards de MAD) du Fonds Hassan II et (MAD 1,12 milliard) seront pris en charge par les agriculteurs.

FIGURE 8 • Le déficit commercial se creuse suite à la hausse importante des importations (janvier-avril)...



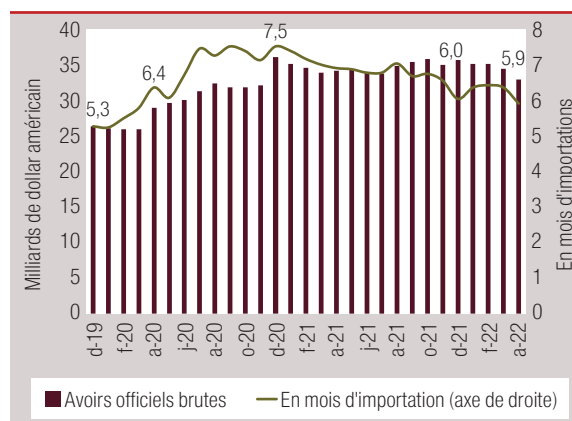
Source : Office des change et calcul Banque Mondiale.

modérée (+6 %) en raison de la faible performance du secteur du tourisme. Ce revirement des exportations n'a cependant pas pu compenser l'augmentation des importations qui s'opère avec la flambée des prix de l'énergie et la reprise de la demande intérieure. En effet, la valeur des importations d'énergie a augmenté de 51,6 % en 2021, contribuant à creuser le déficit commercial des biens de 25 % (13,9 % du PIB en 2021 contre 12,8 % du PIB en 2020). Le dynamisme des transferts des MRE, qui ont atteint un niveau historique de 7,3 % du PIB (dépassant 2020 et 2019 de 36,8 et 43,5 % respectivement), a atténué l'impact du déficit commercial sur le compte courant, qui a clôturé avec un déficit de 2,3 % du PIB.

Ces tendances s'intensifient en 2022.

Les données pour les quatre premiers mois de 2022 indiquent que le déficit du commerce des marchandises se creuse, car une croissance toujours solide des exportations (+34,2 % en glissement annuel) ne compense pas la hausse des importations (+37,8% en glissement annuel) qui résulte de la hausse des prix des matières premières. L'énergie (+116,1 % en glissement annuel) et les importations alimentaires (+25,3 % en glissement annuel) représentaient près d'un tiers des importations totales du Maroc entre janvier et avril 2022. D'autre part, le solde commercial des services s'améliore rapidement (+72,5 % en glissement annuel) alors que le tourisme commence à reprendre plus rapidement (figure 8).

FIGURE 9 • ...mais le niveau confortable des avoirs officiels atténué la pression sur la balance des paiements



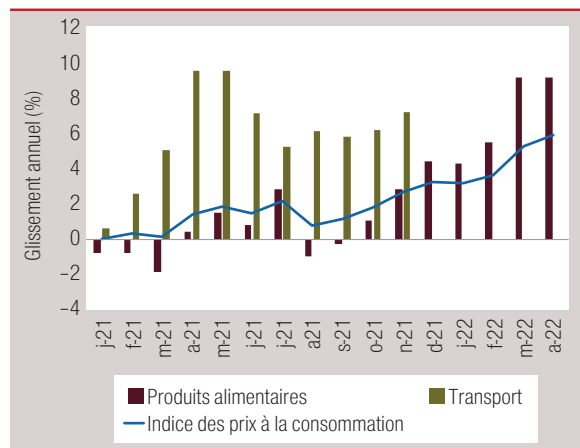
Source : Bank-AL-Maghrib et calcul Banque Mondiale.

La tendance à la hausse de la valeur en dollars des réserves de change s'est inversée, mais le Maroc conserve un niveau confortable pour faire face aux pressions engendrées par les chocs actuels sur la balance des paiements. Entre avril 2020 et fin 2021, le stock de réserves de change est passé de 26,4 milliards de dollars à plus de 35 milliards de dollars. L'inversion de cette tendance en 2022 (figure 9) est principalement dû à un effet de valorisation, la valeur en dollars des réserves ayant diminué parallèlement à l'appréciation du dollar américain qui a lieu en prévision d'un changement brutal d'orientation de la politique monétaire de la Réserve fédérale. Avec une forte augmentation des IDE (+20,5 % en 2021) et un accès favorable aux marchés financiers internationaux et aux prêts bilatéraux et multilatéraux, le Maroc dispose d'une large marge de manœuvre pour financer son déficit courant.

Les pressions inflationnistes s'accroissent au niveau des prix de l'alimentation et du transport

L'inflation a fortement augmenté mais reste maîtrisée que dans la plupart des autres pays. L'inflation globale n'a atteint en moyenne que 0,7 % en 2020 et est restée stable jusqu'à la mi-2021. Au troisième

FIGURE 10 • Le Maroc subit d'importantes pressions sur les prix, notamment au niveau de l'alimentation et du transport...

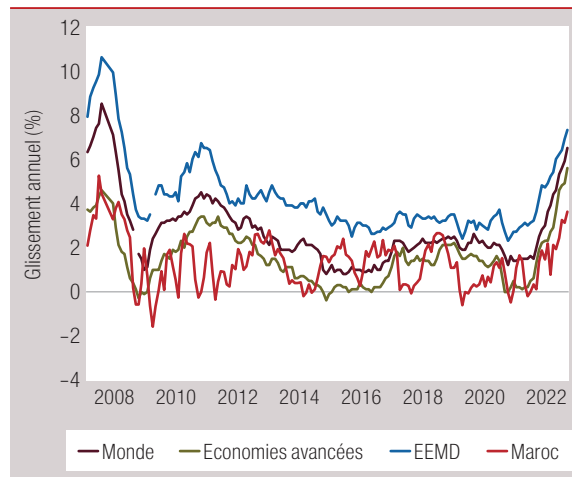


Source : HCP et calcul Banque mondiale.

trimestre de 2021, cependant, des pressions sur les prix ont commencé à apparaître principalement en raison de la hausse des prix internationaux des matières premières, et l'inflation a fini par atteindre en moyenne 1,4 % sur l'ensemble de l'année. Ces forces se sont intensifiées en 2022, surtout après le début de la guerre en Ukraine, et l'indice des prix à la consommation (IPC) a atteint une augmentation de 5,9 % en glissement annuel fin avril, son taux le plus élevé depuis 2008. Les pressions sur les prix sont particulièrement prononcées pour l'alimentation et les transports, avec des augmentations de l'IPC de 9,1 % et 12,4 % en glissement annuel respectivement (figure 10). L'inflation sous-jacente a augmenté ces derniers mois pour atteindre 5,5 % en glissement annuel en avril 2022. Cependant, par rapport à d'autres économies (avancées et émergentes et en développement), l'inflation au Maroc reste relativement faible, ce qui peut refléter l'effet d'atténuation des subventions énergétiques et alimentaires évoquées ci-dessus (figure 11).

Bank al Maghrib considère jusqu'à présent que les chocs de prix devraient être temporaires, et n'a pas eu à changer l'orientation de sa politique monétaire. La banque centrale prévoit que l'inflation va se normaliser en 2023 et a choisi de ne pas augmenter son taux directeur pour le moment, qui est resté à un niveau historique de 1,5 % depuis juin 2020.

FIGURE 11 • ...cependant, l'inflation reste maîtrisée par rapport à d'autres économies...



Source : Consensus économique et Banque mondiale.

Le marché du travail a également enregistré une forte reprise en 2021, mais les chocs actuels ont des effets sociaux nettement négatifs

Le marché du travail marocain s'est bien comporté pendant la reprise de 2021.L'année dernière, l'économie marocaine a créé 230 000 emplois (1,9 % du total des emplois fin 2020), récupérant 53 % des emplois perdus au cours de la première année de la pandémie. Ces oscillations ont été particulièrement prononcées dans les zones rurales, où 295 000 emplois ont été perdus en 2020 (contre 137 000 emplois perdus dans les zones urbaines), tandis que 130 000 ont été créés en 2021 (100 000 dans les zones urbaines). Étant donné que les activités économiques en zones rurales ont été moins perturbées par les protocoles sanitaires adoptés pour faire face à la pandémie que celles urbaines, il y a lieu de penser que ces fluctuations de l'emploi ont été plus affectées par les sécheresses qui ont eu lieu ces dernières années que par la pandémie et la reprise ultérieure.

Le dernier choc pluviométrique provoque une nouvelle fois des pertes d'emplois dans les zones rurales. Selon les dernières données disponibles sur le marché du travail, 148 000 emplois ruraux ont été perdus au cours du premier trimestre 2022 (258 000

ENCADRÉ 3: MICROSIMULATIONS SUR L'IMPACT DISTRIBUTIF DES PRESSIONS INFLATIONNISTES

En utilisant les données de la dernière enquête auprès des ménages disponible (2013/14), le modèle subsim a été utilisé pour simuler l'impact des variations de prix en cours sur le bien-être des ménages. Cette analyse a également été menée pour mettre en lumière l'effet d'atténuation que les subventions existantes peuvent avoir. L'ampleur des impacts directs et indirects causés par l'inflation dépend de la structure de la consommation des ménages, du poids des différents biens dans leur budget, du degré d'utilisation des produits dans les différents secteurs de l'économie. Comme indiqué ci-dessous, le poids des biens subventionnés dans le panier de consommation des ménages est plus élevé pour les déciles inférieurs de la distribution des revenus.

Deux scénarios sont simulés dans cet exercice. Un premier dans lequel les niveaux de prix enregistrés au cours des trois premiers mois de l'année persistent tout au long de 2022, et un second dans lequel une augmentation de prix supplémentaire de 10% se matérialise. Dans le premier scénario, le taux de pauvreté par habitant passe de 2,3 % en 2021 à 3,4 % et la part des personnes vulnérables augmente de 1,3 points de pourcentage. Dans le deuxième scénario, la pauvreté augmente à 4 % et la part des personnes vulnérables augmente de 3,1 points de pourcentage. L'inégalité (représentée par l'indice de GINI) augmente dans les deux scénarios, passant respectivement de 39,5 à 39,7 et 40,2. Illustrant leurs effets d'atténuation, l'augmentation simulée de la pauvreté est plus importante en l'absence de subventions existantes, passant de 3,1 % en 2021 à 5 % dans le scénario 1 et à 6,7 % dans le scénario 2.

par rapport au 1er trimestre 2021), tandis que 90 000 emplois urbains ont été créés (56 000 par rapport à mars 2021). Cela suggère que le début sec de la campagne agricole 2021-22 a une nouvelle fois un impact prononcé sur les moyens de subsistance ruraux.

Malgré une croissance économique considérable sur deux décennies, le Maroc n'a pas significativement réduit l'emploi informel. L'informalité au Maroc est passée de 82,7 % en 2008 à 77,8 % en 2018. Le PIB par habitant a plus que doublé, mais l'informalité n'a diminué que légèrement d'environ 10 points de pourcentage entre 2000 et 2018, soit un taux de réduction annualisé de -0,64 %. Cela s'est produit au cours d'une période de croissance économique régulière d'environ 4,3 % par an en moyenne et de 3 % par an et par habitant. L'élasticité de l'emploi informel à la croissance entre 2000 et 2018 a donc été très faible, estimée à 0,10.

Les ménages les plus pauvres sont touchés de manière disproportionnée par l'inflation des

prix, ce qui pourrait entraîner une augmentation de la pauvreté et de la vulnérabilité. Les déciles les plus bas de la distribution des revenus consacrent une part plus importante de leur panier de consommation à des articles qui ont été particulièrement susceptibles de subir d'intenses pressions sur les prix au cours des derniers mois. En conséquence, et comme le confirment les microsimulations résumées dans l'encadré 3, un nombre non négligeable de ménages marocains pourraient retomber en dessous du seuil de pauvreté et de vulnérabilité sous l'effet des pressions continues sur les prix. De plus, la plupart des ménages pauvres se situent aujourd'hui dans les zones rurales du Maroc et souffrent également des effets de la sécheresse et des pertes d'emplois décrites ci-dessus. Cela ajoutera un autre niveau de pression sur le niveau de bien-être de nombreux ménages ruraux, qui commençaient à peine de se remettre de l'impact de la pandémie et de la sécheresse de 2019-2020.

PERSPECTIVES ET RISQUES

Perspectives

Le secteur agricole devrait fortement se contracter en 2022. La production céréalière est désormais projetée à 32 millions de quintaux pour 2022, soit une baisse de 69 % par rapport à l'année dernière. Bien que les récoltes en période de printemps aient pu bénéficier de conditions climatiques plus favorables au cours des derniers mois, une telle réduction de la production céréalière se traduira par une contraction de la valeur ajoutée agricole d'environ 15 pour cent. Cela affectera négativement les revenus et la consommation des ménages ruraux, tout en augmentant la dépendance du Maroc vis-à-vis des céréales importées.

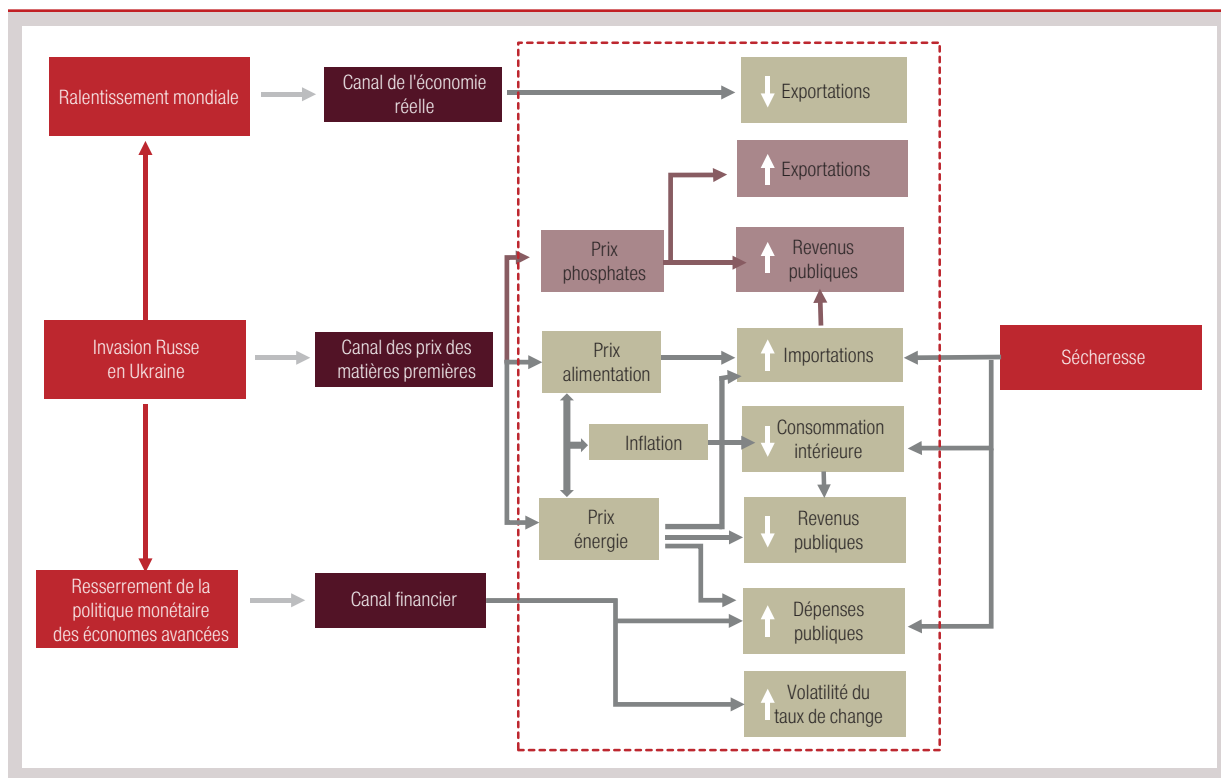
Les chocs déstabilisateurs qui se déroulent à l'échelle mondiale devraient continuer d'alimenter les pressions sur les prix, avec des répercussions sur la consommation et sur les soldes extérieurs et budgétaires. Bien que la hausse des exportations de phosphate atténue les impacts, le Maroc est très dépendant des importations énergétiques et alimentaires et est donc fortement exposé aux effets de la flambée des prix internationaux des matières premières.² Cela se traduit par un environnement macroéconomique plus difficile dans lequel

l'inflation érode le pouvoir d'achat des ménages, les importations nettes augmentent nettement et la hausse des subventions entraîne une nouvelle détérioration du déficit budgétaire (figure 12). Ces impacts sont susceptibles d'être aggravés par d'autres chocs en cours, comme le ralentissement désormais prévu pour l'économie mondiale, et un resserrement potentiellement brutal de l'orientation de la politique monétaire dans les économies avancées.

Dans ce contexte, nous prévoyons que la croissance du PIB réel baisse à 1,3 % en 2022, suivi d'une expansion de 4,3 % en 2023 à mesure que la production agricole se normalise et que

² Les prix de l'énergie devraient augmenter de plus de 50 % en 2022 avant de baisser en 2023 et 2024. Le prix du pétrole brut Brent devrait atteindre en moyenne 100 dollars le baril en 2022, son plus haut niveau depuis 2013 et 42 % au-dessus de 2021. Les prix, y compris l'agriculture et les métaux, devraient augmenter de près de 20 % en 2022 et devraient également se modérer au cours des années suivantes. Les prix du blé devraient augmenter de 43 % par rapport à 2021, atteignant un niveau record en termes nominaux cette année. (Prévisions des prix des matières premières de la Banque mondiale – 26 avril 2022).

FIGURE 12 • Traçage des canaux de transmission de chocs multiples



les chocs mondiaux commencent à s'atténuer.

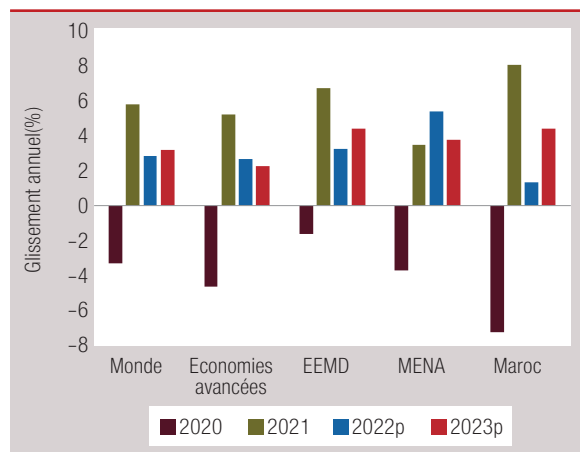
Les chocs qui se renforcent mutuellement subis par l'économie marocaine en raison de la sécheresse et des répercussions de la guerre en Ukraine entraînera une dégradation relativement importante de la croissance (figure 13). Cela augmentera encore l'écart du PIB réel par rapport aux tendances pré-pandémiques et pourrait affecter de manière disproportionnée les personnes pauvres et les vulnérables dans le contexte inflationniste actuel. Sous l'hypothèse d'une production céréalière moyenne, la croissance économique devrait s'accroître à 4,3 % en 2023, au-delà de l'expansion actuellement prévue pour la région MENA, l'économie mondiale et les pays avancés, et conformément aux projections pour les pays émergents et économies en développement.

Le déficit budgétaire devrait augmenter en 2022 et rester supérieur à 5 % du PIB sur la période de projection. Une solide reprise de la collecte de l'impôt sur les sociétés et les bénéfices exceptionnels obtenus par l'Office National des Phosphates OCP soutiendront le budget. Cependant, les chocs en

cours exercent d'intenses pressions sur les dépenses publiques, notamment sur les subventions, et nous prévoyons que le déficit budgétaire atteindra 6,4 % du PIB en 2022. Le déficit devrait ensuite s'inscrire sur une tendance baissière, quoique lente. Cela est dû à l'impact budgétaire de la réforme de la santé et de la protection sociale qui commence à être mise en œuvre et dont les sources de financement ne sont pas encore totalement identifiées. En conséquence, le ratio de la dette au PIB se stabilisera à environ 73 % du PIB. Un meilleur résultat budgétaire se matérialiserait si le Maroc pouvait accélérer la mise en œuvre d'une réforme fiscale dont les grands principes ont déjà été édictés dans une loi-cadre approuvée mi-2021.

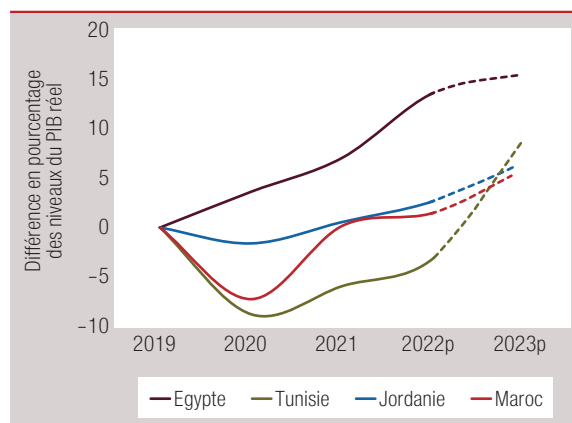
Le déficit du compte courant devrait se creuser à 5,2 % du PIB en 2022 avant de se réduire à moyen terme. Bien que les exportations manufacturières puissent être affectées par le ralentissement mondial, les exportations de phosphates et de services (tourisme) devraient croître substantiellement en 2022. Cependant, cela ne suffira pas à compenser la flambée des importations d'énergie et de produits

FIGURE 13 • Projections de croissance



Source : Perspectives économiques mondiales juin 2022, et calcul Banque Mondiale.

FIGURE 14 • Écart du PIB réel par rapport au niveau de 2019



Source : Perspectives économiques mondiales juin 2022, et calcul Banque Mondiale.

alimentaires causée par la hausse des prix des matières premières et une faible récolte céréalière. Par conséquent, le déficit du compte courant devrait se creuser sensiblement cette année. Sur l'horizon de prévision, il devrait diminuer progressivement à mesure que l'impact des chocs actuels s'estompera, soutenu par une normalisation des importations et la poursuite du dynamisme des recettes touristiques et des exportations manufacturières. Les flux nets d'IDE devraient rester stables à moyen terme, couvrant une part substantielle des besoins de financement extérieur du Maroc. Le reste sera couvert par la dette publique et, éventuellement, les réserves de change.

Risques associés aux perspectives macroéconomiques

Compte tenu de la nature des chocs qui se déroulent à l'échelle mondiale, l'incertitude qui entoure les projections ci-dessus est particulièrement prononcée et la résilience de l'économie pourrait être davantage mise à l'épreuve. Parmi les principaux risques mondiaux qui pourraient se matérialiser, une guerre prolongée en Ukraine pourrait augmenter davantage les prix des matières premières pendant une période prolongée ; le changement de cycle de la politique monétaire des économies avancées pourrait déclencher des épisodes d'instabilité financière plus ou moins localisés dans les économies

émergentes et en développement, dont beaucoup se trouvent déjà en situation de surendettement ; une nouvelle variante plus perturbatrice du virus COVID-19 ne peut être écartée ; Les aléas naturels liés au climat sont de plus en plus fréquents, tant dans les économies avancées que dans les économies en développement. Une nouvelle détérioration des perspectives économiques mondiales pourrait réduire les exportations, les recettes touristiques et les IDE, ce qui aurait un effet négatif sur la position extérieure du Maroc.

Si les pressions inflationnistes s'avèrent plus persistantes que prévu actuellement, la banque centrale pourrait être contrainte de relever les taux d'intérêts. Beaucoup d'attention a été consacrée récemment à la possibilité que l'économie mondiale puisse entrer dans une période de stagflation.³ Certaines des dynamiques macroéconomiques observées au Maroc sont comparables aux vents contraires de la stagflation dont il est question ailleurs, la récente hausse de l'inflation coïncidant avec un ralentissement économique brutal. Si les pressions actuelles sur

³ Voir le dernier rapport de la Banque mondiale sur les perspectives économiques mondiales (juin 2022) pour une analyse approfondie de la ressemblance entre la conjoncture internationale actuelle et l'ère de la stagflation des années 1970.

TABLEAU 1 • Principaux indicateurs économiques 2019-2025, Maroc

| | 2019 | 2020 | Estimé | | Projeté | | |
|---|-------|-------|--------|-------|---------|-------|-------|
| | | | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
| Économie réelle | | | | | | | |
| (variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire) | | | | | | | |
| PIB réel | 2,9 | -7,2 | 7,9 | 1,3 | 4,3 | 3,5 | 3,7 |
| PIB agricole | -5,0 | -8,1 | 17,8 | -15,0 | 12,0 | 4,8 | 4,6 |
| PIB non agricole | 3,8 | -7,1 | 6,8 | 3,9 | 3,3 | 3,5 | 3,6 |
| Industrie | 4,1 | -5,2 | 6,8 | 3,3 | 3,4 | 3,4 | 3,6 |
| Services | 3,9 | -7,9 | 6,4 | 4,3 | 3,6 | 3,7 | 3,9 |
| Consommation privée | 2,2 | -5,6 | 8,2 | 1,8 | 4,4 | 3,9 | 3,7 |
| Consommation publique | 4,8 | -0,5 | 5,6 | 3,9 | 2,6 | 2,5 | 2,4 |
| Formation brute en capital fixe | 1,7 | -10,0 | 9,3 | 5,5 | 5,7 | 4,7 | 4,7 |
| Exportations, biens et services | 5,1 | -15,0 | 8,7 | 9,2 | 11,3 | 10,4 | 13,9 |
| Importations, biens et services | 2,1 | -11,9 | 11,8 | 14,2 | 10,7 | 9,0 | 13,3 |
| Taux de chômage (définition OIT, en pourcentage) | 9,2 | 11,9 | 12,3 | – | – | – | – |
| Inflation (IPC moyen, en pourcentage) | 0,2 | 0,7 | 1,4 | 5,3 | 2,3 | 1,9 | 2,0 |
| Finances publiques | | | | | | | |
| (en pourcentage du PIB) | | | | | | | |
| Dépenses | 27,2 | 34,1 | 29,0 | 29,9 | 28,9 | 28,9 | 28,2 |
| Revenus | 23,8 | 27,0 | 23,5 | 23,6 | 23,5 | 23,7 | 23,4 |
| Solde budgétaire | -3,4 | -7,1 | -5,6 | -6,4 | -5,5 | -5,2 | -4,9 |
| Dette du Trésor | 60,3 | 72,2 | 68,9 | 72,1 | 72,9 | 72,7 | 72,4 |
| Comptes monétaires | | | | | | | |
| (variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire) | | | | | | | |
| Masse Monétaire M3 | 3,8 | 8,5 | 5,2 | – | – | – | – |
| Taux directeur | 2,3 | 1,5 | 1,5 | – | – | – | – |
| Balance des paiements | | | | | | | |
| (en pourcentage du PIB, sauf indication contraire) | | | | | | | |
| Solde du compte courant | -3,4 | -1,2 | -2,3 | -5,2 | -4,0 | -3,7 | -3,4 |
| Importations, biens et services | -42,0 | -38,1 | -42,1 | -46,4 | -44,4 | -43,9 | -43,0 |
| Exportations, biens et services | 34,2 | 30,8 | 33,0 | 34,9 | 35,3 | 35,5 | 35,7 |
| Investissements directs étrangers | 0,6 | 0,8 | 1,2 | 1,3 | 1,5 | 1,5 | 1,5 |
| Avoirs officiels brutes (en milliards dollars, fin de période) | 26,4 | 36,0 | 35,6 | 35,0 | 35,3 | 35,7 | 36,1 |
| En mois d'importations | 6,9 | 7,1 | 6,0 | 6,0 | 6,1 | 6,5 | 6,8 |
| Taux de change (moyen) | 9,6 | 9,5 | – | – | – | – | – |
| Éléments mémo | | | | | | | |
| PIB nominal (en milliards de dirhams) | 1240 | 1152 | 1284 | 1370 | 1462 | 1543 | 1632 |

les prix persistent, la banque centrale pourrait éventuellement revoir l'orientation accommodante de la politique monétaire adoptée depuis le début de la pandémie. Bien que cela puisse être nécessaire pour éviter un désancrage des anticipations d'inflation, cela ne serait pas sans coût pour l'économie marocaine, car cela contribuerait à la décélération économique en cours tout en resserrant les conditions financières tant pour le secteur public que privé. Malgré l'ampleur des chocs récents, les banques marocaines présentent des indicateurs financiers sains, mais le stock de prêts non performants s'élève déjà à 8,8 % du crédit (avril 2022),

Les performances de long terme de l'économie marocaine pourraient être dopées par les réformes structurelles annoncées ces dernières années, mais une perte de dynamisme pourrait également fragiliser la croissance potentielle. Le Maroc se distingue comme un pays qui a saisi les crises récentes comme une opportunité pour lancer un effort réformateur qui s'est cristallisé dans le Nouveau modèle de développement (NDM) annoncé

il y a environ un an. Jusqu'à présent, les réformes se sont concentrées principalement sur les secteurs de la santé, de la protection sociale et de l'éducation, car les autorités sont déterminées à améliorer les services publics clés tant en termes d'accès que de qualité. Les progrès ont été plus lents dans d'autres domaines critiques, tels que le renforcement du cadre de la concurrence pour uniformiser les règles du jeu pour les petites entreprises et les nouveaux entrants sur les marchés clés, la modernisation du secteur des grandes entreprises publiques ou l'opérationnalisation du Fonds d'investissement stratégique Mohammed VI. La mise en œuvre réussie de ces réformes pourrait accroître la croissance potentielle, ce qui sera essentiel pour que le PIB du Maroc revienne progressivement aux tendances d'avant la pandémie et place ainsi le pays sur une voie de développement plus solide à l'avenir et renforce sa résilience face aux nouveaux chocs. Un échec à les mettre en œuvre pourrait cependant réduire davantage le potentiel de croissance de l'économie marocaine, qui a connu une tendance à la baisse pendant la majeure partie de la dernière décennie.

CHAPITRE SPÉCIAL SUR L'ÉCONOMIE DES SÉCHERESSES ET DE LA RARETÉ DE L'EAU AU MAROC

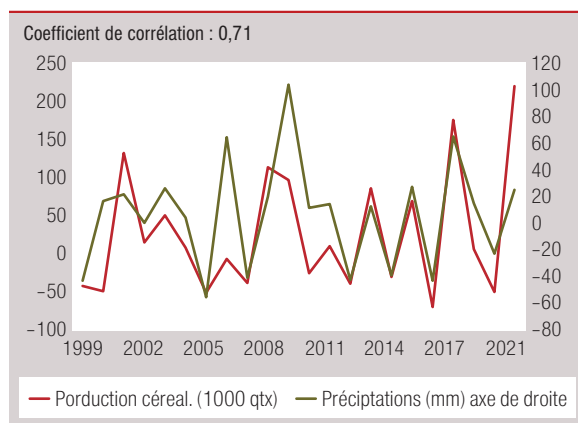
Ce chapitre spécial résume une partie du travail analytique qui a été produit pour le Rapport sur le climat et le développement du Maroc (CCDR), un diagnostic de base de la Banque mondiale qui sera bientôt publié. Il se concentre sur les impacts des chocs pluviométriques sur l'économie marocaine, qui ont été rendus de plus en plus apparents par une succession récente de sécheresses : trois au cours des quatre dernières campagnes agricoles. Bien que le secteur agricole contribue à une part modérée du PIB et que les systèmes d'irrigation modernes aient été étendus avec succès au cours des dernières décennies, les niveaux de précipitations irréguliers restent une source importante de volatilité macroéconomique au Maroc, une tendance que le changement climatique pourrait aggraver. Faire face à la rareté de l'eau est depuis longtemps une priorité gouvernementale et

des investissements massifs dans les infrastructures sont encore prévus à cette fin dans les décennies à venir.

Le Maroc est l'un des pays les plus touchés par le stress hydrique au monde, un problème qui devrait s'aggraver dans les décennies à venir.

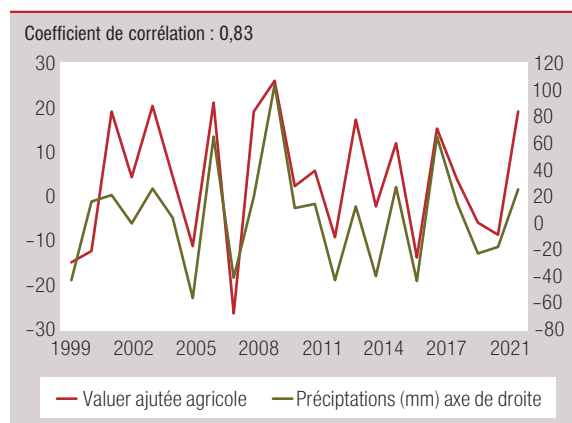
Entre 1960 et 2020, la disponibilité par habitant des ressources en eau renouvelables est passée de 2 560 m³ à environ 620 m³ par personne et par an, plaçant le Maroc dans ce qui est considéré comme une situation de stress hydrique structurel (inférieur à 1 000 m³), se rapprochant rapidement de seuil absolu de pénurie d'eau de 500 m³ par personne et par an. Ce défi est appelé à s'aggraver avec le changement climatique, compte tenu de l'évapotranspiration causée par les augmentations prévues des températures annuelles moyennes (de 1,5°C à 3,5°C d'ici le milieu du siècle) et une diminution prévue des précipitations (de 10 à

FIGURE 15 • Production céréalière et précipitations (variation en %)



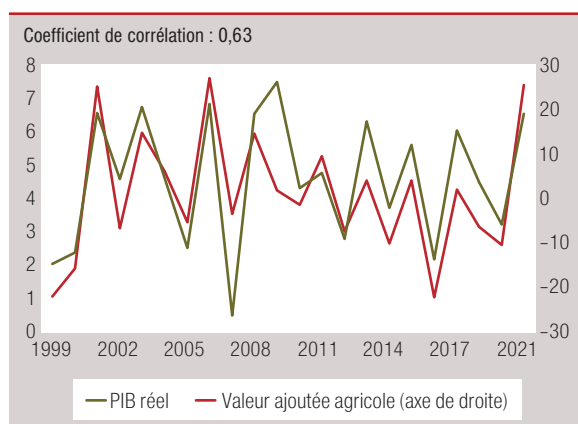
Source : Calcul des auteurs.

FIGURE 16 • Valeur ajoutée agricole et précipitations (% de variation)



Source : Calcul des auteurs.

FIGURE 17 • Valeur ajoutée agricole et PIB (variation en %)



Source : Calcul des auteurs.

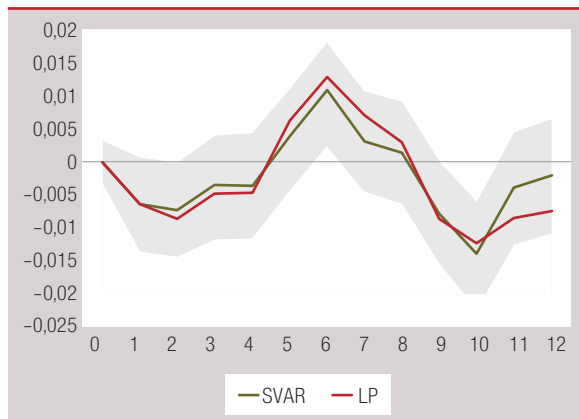
20 %, ce qui pourrait atteindre 30 % dans certaines régions). Dans ce contexte, les sécheresses peuvent devenir plus fréquentes et converger progressivement vers une condition quasi permanente.

Malgré ces conditions climatiques difficiles, le Maroc a pu maintenir une croissance agricole solide à long terme grâce au déploiement d'infrastructures hydrauliques et au soutien aux cultures irriguées. Depuis la fin des années 1960, le Royaume a construit plus de 120 grands barrages, entraînant une multiplication par dix de la capacité totale de stockage de l'eau. En outre, la stratégie

agricole mise en œuvre entre 2008 et 2018 (le Plan Maroc Vert, PMV) a contribué à étendre massivement les superficies irriguées, soutenant une recomposition de la production agricole en faveur de cultures à plus forte valeur ajoutée. En conséquence, le PIB agricole a un peu près doublé en termes réels, avec une croissance annuelle moyenne de 5,7 entre 2008 et 2021. Cela a également permis au Maroc de devenir un exportateur majeur de fruits et légumes (en particulier, tomates, agrumes et haricots verts), ce qui contribue à environ 22 pour cent des exportations totales de marchandises.

Cependant, les cultures pluviales restent prédominantes en termes de surfaces cultivées et présentent une extrême variabilité liée à des précipitations erratiques. Les politiques décrites ci-dessus ont augmenté la contribution des cultures irriguées à plus de la moitié de la valeur ajoutée agricole totale. Cependant, les zones pluviales représentent encore près des quatre cinquièmes des superficies totales cultivées et contribuent à plus de 40 pour cent de la valeur ajoutée agricole des années moyennes. Les céréales, et en particulier le blé, constituent la culture pluviale la plus importante tant en termes de valeur que de pertinence pour la sécurité alimentaire. Preuve de la variabilité relativement importante de la production de blé au Maroc, le coefficient de variation du rendement de cette culture a atteint 0,34 entre 2000 et 2020, contre 0,23 en Tunisie, 0,18 en Algérie et en

FIGURE 18 • Fonctions impulsion-réaction aux chocs de pluie pour le PIB (SVAR et LP)



Source : calculs des auteurs.

Remarque : La zone grise correspond aux intervalles de confiance du SVAR à 95 %.

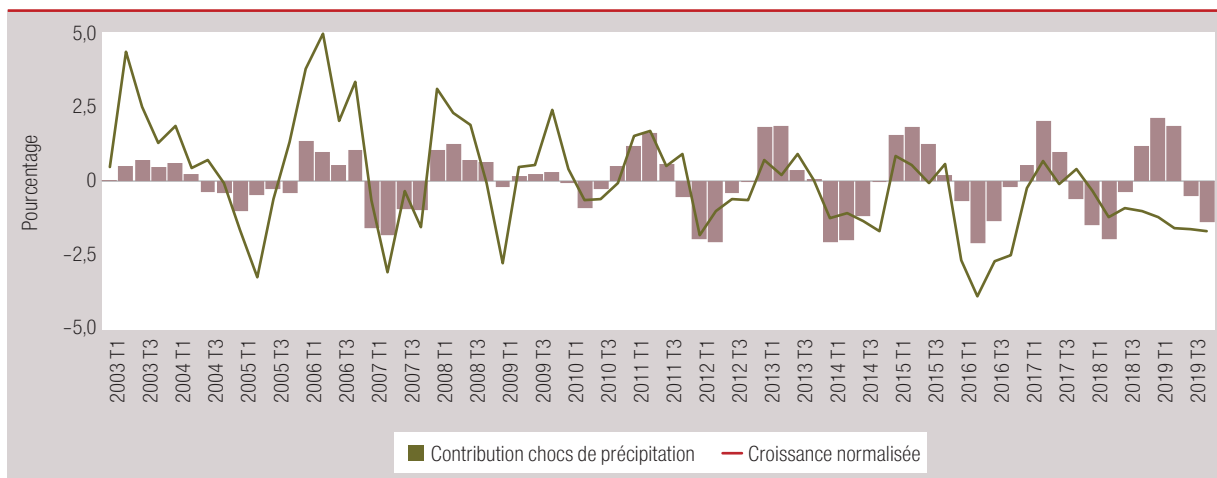
Espagne, 0,11 en France et 0,06 en Turquie (calculs basés sur les données FAOSTAT).⁴ Ces fluctuations sont principalement liées au niveau et à la distribution temporelle des précipitations tout au long de la saison agricole. Ceci est illustré par la forte corrélation entre les variations des précipitations, de la production céréalière et de la valeur ajoutée agricole (figures 15 et 16), dont les effets d'entraînement importants sur le taux de croissance global de l'économie peuvent être appréciés dans la figure 17.

Une analyse économétrique confirme que l'irrégularité des précipitations constitue encore une source importante et persistante de volatilité macroéconomique au Maroc. Cette section fait appel à diverses spécifications économétriques appliquées pour tracer la fonction de réaction impulsionnelle du PIB réel aux chocs pluviométriques.⁵ Comme on peut le voir sur la figure 18, même des réductions marginales des niveaux de précipitations déclenchent des oscillations «stop-and-go» de l'activité économique qui continuent à se faire sentir plus de deux ans après le choc, et qui se déroulent en trois étapes : (i) l'impact est initialement négatif, culminant deux trimestres après le choc ; (ii) lorsque la production agricole rebondit à partir d'une base faible, cette réponse devient positive 6 trimestres après le choc ; (iii) enfin, le rebond dilue deux campagnes agricoles après le choc, entraînant une nouvelle décélération de la croissance du PIB. La décomposition de la variance de l'erreur de prévision (FEVD) des régressions SVAR peut être

⁴ Le coefficient de variation du rendement est défini comme l'écart-type d'une culture donnée exprimé en volumes divisé par sa moyenne.

⁵ Voir l'annexe méthodologique pour plus d'informations sur les auto régressions vectorielles structurelles (SVAR) et les projections locales (LP) qui ont été utilisées dans cet exercice.

FIGURE 19 • Décomposition historique de la variation annuelle du PIB (SVAR)



Source : calculs des auteurs.

Remarque : La zone grise correspond aux intervalles de confiance du SVAR à 95 %.

interprétée comme une approximation de la contribution des chocs pluviométriques aux fluctuations du cycle économique du Maroc : en moyenne à moyen terme, les chocs pluviométriques expliquent près de 37 % de la variance de l'erreur de prévision du PIB, ce qui est nettement supérieur au poids de la valeur ajoutée agricole sur le PIB (environ 13 % en moyenne sur la dernière décennie). La figure 19 illustre en outre le poids des chocs pluviométriques en tant que moteur des fluctuations trimestrielles normalisées de la croissance du PIB au cours des dernières années.

L'exposition du Maroc aux chocs pluviométriques a été particulièrement manifeste ces dernières années, amplifiant les fluctuations déjà importantes subies par l'économie dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Comme souligné dans les chapitres précédents, la contraction subie au cours de la première année de la pandémie et le rebond qui a eu lieu en 2021 ont été nettement plus importants au Maroc qu'en moyenne dans la région MENA et dans le monde.⁶ Cela était en partie dû à un certain nombre de facteurs idiosyncrasiques, notamment le poids de l'industrie marocaine du tourisme, la rigueur des mesures de distanciation sociale imposées pour faire face à la pandémie ou le succès de la campagne de vaccination. Cependant, cela s'explique aussi par le fait que la pandémie de COVID-19 a été aggravée par un choc pluviométrique : en 2019 et 2020, le Maroc a connu deux années consécutives de sécheresse, suivies d'une forte campagne agricole en 2021. Pour illustrer la pertinence de ce second choc, un taux de croissance contrefactuel est calculé pour l'économie marocaine en supposant que la valeur ajoutée agricole a suivi les tendances historiques : la contraction de 2020 n'aurait atteint que 4,5 % (contre 6,3 %), alors que l'expansion de 2021 aurait été limitée à 5,9 % (contre une estimation de 7,4 pour cent).⁷

Comme en témoigne 2022, la dépendance du Maroc à l'égard des céréales importées peut également accroître l'exposition de l'économie aux chocs internationaux. Comme dans la majeure partie de la région MENA, la farine de blé est un aliment de base essentiel dans l'alimentation marocaine et, lorsque la production nationale faiblit, le pays est obligé d'importer de plus grands volumes de céréales. Ce sera le cas en 2022 compte tenu des

niveaux de précipitations anormalement bas qui ont été enregistrés au cours des mois les plus critiques pour la production céréalière. Cependant, un facteur aggravant en 2022 est qu'une mauvaise récolte coïncidera avec une flambée des prix alimentaires mondiaux déclenchée par l'invasion Russe en Ukraine, qui affectera considérablement la valeur des importations nécessaires, avec des impacts significatifs sur le déficit du compte courant (voir chapitres 1 et 2).

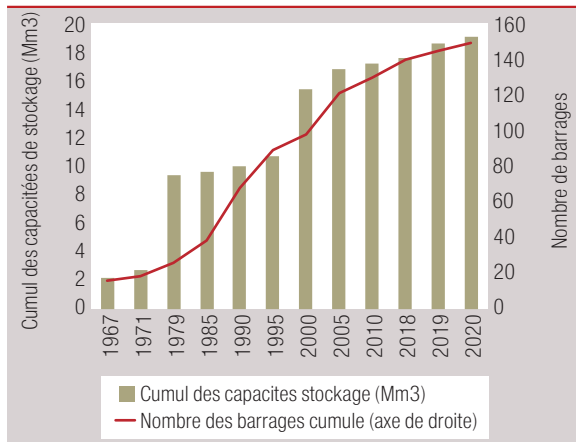
À plus long terme, l'économie marocaine pourrait avoir plus de mal à se remettre des sécheresses, car la pénurie d'eau devient une condition plus permanente. Les canaux par lesquels les sécheresses (chocs) et la rareté de l'eau (agent de stress à long terme) affectent l'économie sont différents mais pourraient se renforcer mutuellement. En effet, le schéma «stop-and-go» décrit ci-dessus pourrait être modifié par la combinaison de sécheresses plus fréquentes et prolongées et d'un déclin structurel des ressources en eau. Dans ce scénario, le Maroc aurait du mal à récupérer les pertes de production agricole subies au cours des années sèches. Une publication récente de la Banque mondiale utilise un modèle d'équilibre général calculable pour simuler l'impact que pourrait avoir une réduction permanente de l'approvisionnement en eau sur l'économie marocaine.⁸ Selon ces simulations, dans des conditions extrêmes,

⁶ La contraction de 6,3 réels enregistrée au Maroc en 2020 contraste avec la contraction de 3,7 enregistrée en moyenne dans la région MENA, -1,6 pour les marchés émergents et les économies en développement, -1,3 pour les pays à revenu intermédiaire ou -3,7 pour le monde dans son ensemble. Au lieu de cela, le Maroc a surperformé ces différents groupes en 2021, avec une croissance estimée à 7,4 % (3,4 dans la région MENA, 6,6 dans les économies émergentes et en développement, 6,8 dans les pays à revenu intermédiaire et 5,7 % dans le monde).

⁷ Ce contrefactuel est construit en supposant qu'après 2019, la valeur ajoutée agricole continue d'augmenter à son taux historique à long terme de 5,4 % (moyenne géométrique 2009-2019). Ces calculs utilisent toujours les données des comptes nationaux de l'année de référence 2007.

⁸ Taheripour, Farzad; Tyner, Wallace E.; Haqiqi, Iman; Sajedinia, Ehsanreza. 2020. Pénurie d'eau au Maroc : analyse des principaux défis liés à l'eau. Banque mondiale, Washington, DC. © Banque mondiale

FIGURE 20 • Evolution de la capacité de stockage de l'eau



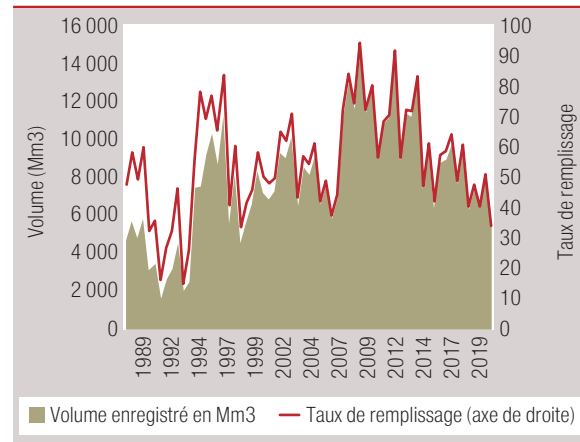
Source : Plan National de l'Eau (PNE).

la rareté de l'eau pourrait entraîner une baisse du PIB réel pouvant atteindre 6,5 %.

Le gouvernement entend continuer à s'appuyer sur un ambitieux plan de développement des infrastructures pour minimiser l'impact des sécheresses et de la rareté de l'eau sur l'économie marocaine. Le Plan National de l'Eau 2050 prévoit des investissements dans les infrastructures d'une valeur d'environ 40 milliards de dollars américains pour minimiser l'écart entre la demande et l'offre d'eau projetées au cours des décennies à venir. Il comprend des projets visant à accroître la mobilisation de l'eau d'environ 4,6 milliards de m³/an d'ici 2050, principalement par la construction de nouveaux barrages et interconnexions. Il envisage également des projets visant à contenir la croissance de la demande par la modernisation des techniques d'irrigation économes en eau et la réduction des pertes dans le transport et la distribution d'eau potable. A terme, le PNE entend éviter, ou du moins minimiser, le rationnement de l'approvisionnement en eau des différents secteurs de l'économie marocaine,

Mais continuer à augmenter la capacité de stockage peut ne pas être suffisant pour faire face efficacement au stress hydrique. Bien que le Maroc ait à peu près doublé sa capacité de stockage d'eau depuis le milieu des années 90 (figure 20), le volume réel d'eau stocké dans les principaux barrages du pays a suivi une tendance à la baisse pendant la

FIGURE 21 • Volume d'eau actuelle stockée dans les barrages principaux



Source : Ministère de l'Équipement et de l'Eau.

majeure partie de la dernière décennie (figure 21). En fait, le taux de remplissage global a atteint un niveau critique d'environ 33 % au début de cette année, ce qui constitue une menace pour la sécurité de l'eau dans certains bassins du Maroc (en particulier, Souss-Massa, Tensift et Moulouya), et incite les autorités à adopter diverses mesures d'urgence. Dans ce contexte, le recours au dessalement, à la réutilisation des eaux usées et à la récupération des eaux pluviales est devenu une priorité, et le PNE comprend un portefeuille de tels projets qui pourraient mobiliser près de 1,6 milliard de m³ par an. Cependant, les ressources en eau non conventionnelles sont une option coûteuse tant en termes d'OPEX que de CAPEX, et par conséquent peut exiger une participation plus active du secteur privé, qui peut ne pas se concrétiser à moins que la structure des tarifs de l'eau ne soit révisée. De plus, les usines de dessalement sont énergivores et nécessitent donc des investissements concomitants dans la production d'électricité. De plus, la mobilisation non conventionnelle de l'eau n'est pas neutre pour l'environnement.⁹

⁹ L'impact environnemental de l'énergie requise par les usines de dessalement peut être compensé si elle est produite à partir de sources renouvelables, comme prévu au Maroc. Cependant, le dessalement génère également de la saumure qui est rejetée dans l'océan, dégradant potentiellement les écosystèmes côtiers et marins.

Contre toute attente, l'adoption généralisée de technologies d'économie d'eau peut avoir accru les pressions sur les ressources en eau.

Comme déjà mentionné, la stratégie agricole mise en œuvre depuis la fin des années 2000 (PMV) a favorisé avec succès l'adoption d'équipements modernes d'irrigation à la ferme, faisant plus que tripler les surfaces cultivées sous irrigation goutte à goutte. L'hypothèse sous-jacente à cet effort était qu'en augmentant la productivité de l'eau, ces technologies d'irrigation pourraient aider à accroître la production agricole tout en contribuant à conserver les rares ressources en eau du pays. Dans la pratique, alors que le premier objectif a été atteint, les technologies d'irrigation modernes peuvent avoir modifié les décisions de culture de manière à augmenter plutôt qu'à diminuer la quantité totale d'eau consommée par le secteur agricole au-delà des niveaux durables. Une conséquence de cette tendance a été la surexploitation des réservoirs d'eau souterrains, une issue inquiétante compte tenu de leur rôle traditionnel d'amortisseur auprès des agriculteurs marocains pour faire face aux chocs climatiques. La littérature fait référence à cet impact contre-intuitif des technologies d'économie d'eau comme le paradoxe de Jevons, qui se produit lorsque «le progrès technologique ou la politique gouvernementale augmente l'efficacité avec laquelle une ressource est utilisée, mais le coût d'utilisation défailant augmente sa demande, annulant les gains d'efficacité».¹⁰ Dans ce contexte, la communauté internationale est de plus en plus consciente des limites des politiques axées sur l'adoption de techniques d'irrigation modernes pour conserver l'eau.¹¹

Dans ce contexte, les « solutions d'ingénierie » devraient être associées à des politiques de gestion de la demande pour soutenir les moyens

de subsistance ruraux tout en garantissant une utilisation durable de l'eau.

Le nouveau modèle de développement du Maroc (NDM) appelle déjà à des réformes politiques pour refléter la vraie valeur des ressources en eau et encourager des utilisations plus efficaces et rationnelles. Elle souligne également la nécessité d'une plus grande transparence sur les coûts tout au long de la chaîne de l'eau, de la mobilisation à la consommation et au traitement. Une révision de la tarification de l'eau pourrait en effet être une exigence cruciale pour encourager une utilisation plus rationnelle de ce qui est clairement une ressource de plus en plus rare et pour le recouvrement des coûts. Cela peut être particulièrement important à des fins d'irrigation, qui consomment près des quatre cinquièmes des apports d'eau totaux. Un autre mécanisme que le Maroc pourrait explorer est un système de quotas négociables, qui pourrait fournir la flexibilité nécessaire pour une allocation optimale de l'eau entre les utilisateurs. Une surveillance plus active de l'utilisation des eaux souterraines est également une priorité pour faire face à leur surexploitation. Pour que de telles mesures soient mises en œuvre, une réforme de la gouvernance peut également être nécessaire, comme l'a déjà souligné le NDM, qui a appelé entre autres au dégroupage des branches eau et électricité de l'ONEE.

¹⁰ Pour une revue récente et complète de la littérature, voir Pérez Blanco, Hrast Essenfelder et Perry (2020), « Irrigation Technology and Water Conservation : A Review of the Theory and Evidence ». Août 2020 *Review of Environmental Economics and Policy* 14(2):216-239

¹¹ Le paradoxe de Jevons se produit « quand ». Bauer, Diana; Papp, Kathryn (18 mars 2009). « Perspectives de revue de livre: le paradoxe de Jevons et le mythe des améliorations de l'efficacité des ressources ».

ANNEXE TECHNIQUE : PROJECTIONS LOCALES ET SPÉCIFICATIONS ÉCONOMÉTRIQUES SVAR

We used a structural vector autoregressive model and local projections model to understand the effect of the rainfall shocks on the gross domestic product of Morocco. We estimated a model with annually growth of average quarterly of precipitation (R_t) and GDP_t in the period 2001q1-2019q4. Both methodologies allow estimate the impulse-response function (IRF) to know the reaction of the Moroccan GDP to unexpected changes in rainfall.

Following Jordà (2005) and Plagborg-Møller & Wolf (2021) as it is done with vector autoregressions (VAR), the local projections can represent formally as

$$y_{t+h} = \alpha_h + \theta_{yx,h} x_t + \gamma'_h r_h + \sum_{j=0}^p A_{h,j} Y_{t-j} + u_{h,t} \quad (1)$$

Where y_{t+h} is the GPD at time $t+h$, x_t is the precipitations variable, and the r_t is the vector of control variables (EURO GDP and Food International Price). $u_{h,t}$ is the projection residual and α_h , $\theta_{xy,h}$, $A_{h,j}$ is the projection coefficients. We are interested of the coefficient $\theta_{xy,h}$, that it is the point estimation of LP impulse response function that describe the effect of erratic rainfall on the output of Morocco at horizon h .

Following Kilian & Lütkepohl (2017) and Rubio-Ramírez et al. (2010), the SVAR can represent as:

$$A_0 Y_t = A_+ X_t + \varepsilon_t \quad (2)$$

Where $Y_t = [R_t \text{ } GDP_t]$ is the vector of the n endogenous variables, $X_t = [Y_{t-1} \dots Y_{t-p} \text{ } 1]$ is the vector of k ($n \times p$) explanation (lagged) variables, ε_t is the vector of n structural shocks with Normal distribution $N(0, I_n)$. A_0 and $A_+ = [A_1 \dots A_p \text{ } C]$ are the matrix of structural parameters for $j = 0, \dots, p$, n is the number of endogenous variables, p is the number of lags (selected with Akaike Information Criterion), T is the sample size. We ordered first the rainfall and then the macroeconomic variable to identify the structural shocks on SVAR model (recursive identification), since that the precipitations are not affected by macroeconomic variables in the short-term.

For the SVAR model, we use different tools of the SVAR that allow the interpretation of the estimated results. First, we obtain the impulse-response function that explain the effect of the precipitation shocks on GDP at time h . Formally, we can define the IRF as:

$$\Theta_h(A_+, A_0) = (A_0^{-1} J^{r^h} J),$$

$$F = \begin{bmatrix} A_1 A_0^{-1} & I_n & \dots & 0 \\ \vdots & \vdots & \dots & \vdots \\ A_{p-1} A_0^{-1} & 0 & \dots & I_n \\ A_p A_0^{-1} & 0 & \dots & 0 \end{bmatrix} \quad (3)$$

$$J = \begin{bmatrix} I_n \\ 0 \\ \vdots \\ 0 \end{bmatrix}$$

Where Θ_h is a $n \times n$ matrix and its element θ_{ijn} represent the response of i th endogenous variable to j th structural shock at time h (Rubio-Ramírez et al., 2010).

Since the stationary condition of the endogenous variables and the matrix A_0 is invertible, we used the moving average representation to explain the GDP (demeaned) as a function of structural shocks (historical decomposition):

$$GDP_t = \sum_{s=0}^{t-1} \Theta_R^{GDP}(s) \times \varepsilon_{R,t} + \Theta_{GDP}^{GDP}(s) \times \varepsilon_{GDP,t} \quad (4)$$

With the equation (4) we can (historically) decompose the fluctuations of the annually growth of the GDP

between the shocks of precipitation $\varepsilon_{R,t}$ and output $\varepsilon_{GDP,t}$, where $\Theta_j^i(s)$ represents the response of i th endogenous variable to j th structural shock at time s (impulse-response function).

We also used the forecast error variance decomposition (FEVD) to obtain the percentage of participation of precipitation shocks on fluctuations of the gross domestic product. For this purpose, we estimated the squared cumulative effect of rainfall on GDP (squared impulse response function) up to horizon h . In addition, we obtained the forecast error covariance matrix (minimum squared prediction error) at horizon h , that it is the sum up of the contribution of the precipitation and output shocks. Formally, the FEVD can expressed as:

$$FEVD_{GDP,R,h} = \frac{\sum_{s=0}^{h-1} (\theta_R^{GDP}(s))^2}{[\sum_{s=0}^{h-1} (\theta_R^{GDP}(s))^2] + [\sum_{s=0}^{h-1} (\theta_{GDP}^{GDP}(s))^2]} \quad (5)$$

For more econometric details, see the book of SVAR writing by Kilian & Lütkepohl (2017), and Jordà (2005), Montiel Olea & Plagborg-Møller (2021) and Plagborg-Møller & Wolf (2021) as it is done with vector autoregressions (VAR for LP methods).

SÉLECTION DE PUBLICATIONS RÉCENTES DE LA BANQUE MONDIALE SUR LE MAROC

| | | |
|---|---------------|-------------------------------|
| Trends and Determinants of Female Labor Force Participation in Morocco: An Initial Exploratory Analysis | March 2021 | Policy Research Working Paper |
| Tracking Economic Activity in Response to the COVID-19 Crisis Using Nighttime Lights – The Case of Morocco | February 2021 | Policy Research Working Paper |
| Morocco's Jobs Landscape | March 2021 | Publication |
| Once NEET, Always NEET? A Synthetic Panel Approach to Analyze the Moroccan Labor Market | May 2020 | Policy Research Working Paper |
| Morocco Economic Update – Spring 2020 | April 2020 | Brief |
| Water Scarcity in Morocco: Analysis of Key Water Challenges | Jan. 2020 | Report |
| Morocco – Supporting the Design of Performance-Based Contracts to Improve Results in Education | Dec. 2019 | Brief |
| Polarization and Its Discontents: Morocco before and after the Arab Spring | Oct. 2019 | Policy Research Working Paper |
| Doing Business 2020: Comparing Business Regulation in 190 Economies – Economy Profile of Morocco | Oct. 2019 | Doing Business |
| Morocco Economic Update – Fall 2019 | Oct. 2019 | Brief |
| The Moroccan New Keynesian Phillips Curve: A Structural Econometric Analysis | Sept. 2019 | Policy Research Working Paper |
| Lessons from Power Sector Reforms: The Case of Morocco | August 2019 | Policy Research Working Paper |
| Leveraging Urbanization to Promote a New Growth Model While Reducing Territorial Disparities in Morocco: Urban and Regional Development Policy Note | June 2019 | Publication |
| Morocco: Systematic Country Diagnostic (إدبيعري, English, French) | June 2019 | SCD |
| Creating Markets in Morocco a Second Generation of Reforms: Boosting Private Sector Growth, Job Creation and Skills Upgrading | June 2019 | CPSD |
| Morocco's Growth and Employment Prospects: Public Policies to Avoid the Middle-Income Trap | March 2019 | Policy Research Working Paper |

RÉSUMÉ DES FOCUS SPÉCIAUX DES DERNIERS RAPPORT DE SUIVI DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Automne 2021 MEU : « Pistes politiques pour accélérer la croissance économique du Maroc »

Le Nouveau Modèle de Développement (NDM) fixe des objectifs ambitieux dont la concrétisation nécessiterait un bond en avant de la croissance économique. Pour s'engager sur une trajectoire de croissance conforme aux ambitions du NDM, la mise en œuvre soutenue d'un programme politique transversal sera essentielle. Le récit historique présenté dans ce rapport démontre que les épisodes de croissance accélérée tels que ceux envisagés par le NDM ont été rares mais pas sans précédent dans l'économie mondiale. Pour y parvenir, le Maroc devra surmonter sa dépendance excessive à l'accumulation de capital comme principale source de croissance. Au contraire, diverses simulations suggèrent que doubler le PIB par habitant d'ici 2035 obligera le Royaume à augmenter considérablement les contributions de la productivité, de la main-d'œuvre et de la formation de capital humain à la croissance économique.

Printemps 2021 MEU : « COVID-19, inégalités et emplois au Maroc »

Au-delà des effets cumulés de la pandémie de COVID-19, il devient de plus en plus clair que les conséquences économiques de la crise sont inégalement réparties. L'impact socio-économique important et inégal de la crise a été en partie atténué par les vastes programmes de transferts monétaires déployés pendant la période de confinement. Au Maroc comme ailleurs, les segments les plus pauvres de la population ont été plus exposés aux conséquences sanitaires et économiques de la pandémie. En conséquence, l'incidence de la pauvreté a augmenté après plusieurs années de progrès social soutenu et ne devrait pas revenir aux niveaux d'avant la pandémie avant 2023. Une particularité du cas marocain est que la réponse politique à la crise a été efficace pour amortir la réduction des revenus qu'une grande partie des ménages les plus pauvres aurait subie en l'absence des transferts monétaires d'urgence généralisés qui

ont été déployés pendant la période de confinement. Cependant, ces mesures étaient de nature temporaire et une approche plus structurelle sera nécessaire pour garantir que les bénéfices de la reprise post-COVID seront équitablement répartis. Les vastes réformes de la protection sociale et de l'assurance maladie que le Royaume engage répondent à cette nécessité.

En outre, les défis à long terme qui caractérisent les marchés du travail marocains devront peut-être être relevés, à savoir sa capacité insuffisante à créer de nouveaux emplois même lorsque l'économie est en croissance, le taux d'inactivité élevé, en particulier parmi les jeunes et la population féminine, et la baisse lente des niveaux de l'informalité.



LA BANQUE MONDIALE

1818 H Street, NW
Washington, DC 20433